



Chine 2001

Neuvième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC

**Shanghai (Chine)
les 20 et 21 octobre 2001**

Renseignements généraux

Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20099816 2

DOCS
CA1 EA 2001N31 EXF
Ninth APEC economic leaders'
meeting : Shanghai, China October
20-21, 2001 : background
information. --
62748112



China 2001

**Neuvième Réunion
des dirigeants économiques
de l'APEC**

**Shanghai (Chine)
les 20 et 21 octobre 2001**

Renseignements généraux

Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

Thèmes de la Neuvième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC 3

Priorités du Canada pour l'APEC en 2001 4

Aperçu de l'APEC 6

Déclaration des dirigeants, 2000 10

Fiches techniques

Australie 25

Brunéi 26

Canada 27

Chili 28

Chine 29

États-Unis 30

Hong Kong (Chine) 31

Indonésie 32

Japon 33

Malaisie 34

Mexique 35

Nouvelle-Zélande 36

Papouasie–Nouvelle-Guinée 37

Pérou 38

Philippines 39

République de Corée 40

Russie 41

Singapour 42

Taipei chinois 43

Thaïlande 44

Vietnam 45

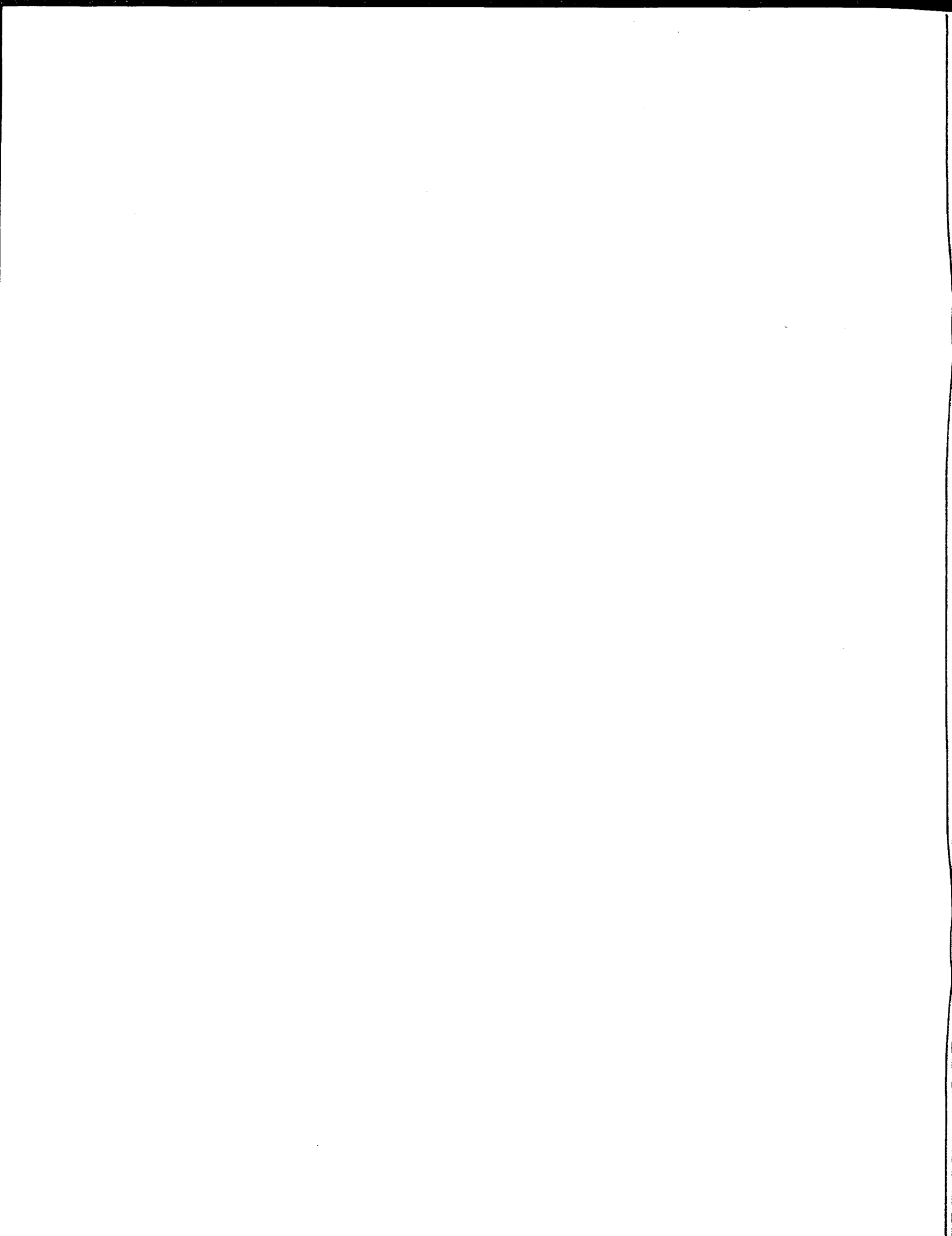
Notices biographiques

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 49

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew 50

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Rey Pagtakhan 51

Renseignements généraux



Thèmes de la Neuvième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC

Les leaders des 21 économies du bassin du Pacifique se retrouveront à Shanghai (Chine) les 20 et 21 octobre 2001 à l'occasion de la Neuvième Réunion des dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). La stabilité et la croissance de cette région revêtent une importance cruciale pour l'économie mondiale et pour le Canada. Les dirigeants se rencontreront pour procéder à des échanges de vues sur les problèmes économiques auxquels la région fait face et déterminer l'orientation des mesures très diverses que prendra l'organisation pour appuyer la libéralisation du commerce et des investissements et soutenir la croissance et la prospérité à long terme.

L'APEC offre à ses membres une tribune utile pour faire face aux divers problèmes que posent la mondialisation et les nouvelles formes de commerce international. La Chine a choisi comme thème général de la réunion de l'APEC cette année de « relever les nouveaux défis du siècle qui commence en apportant la prospérité à tous grâce à la participation et à la collaboration ». Trois thèmes secondaires ont également été définis :

- partager les avantages de la mondialisation et de la nouvelle économie : tirer parti du programme existant de coopération économique et technique mis en œuvre par l'APEC et explorer davantage les possibilités du numérique. Ce thème secondaire propose aussi de consacrer plus d'efforts à la gouvernance d'entreprise et à la mise en valeur des ressources humaines au sein de l'APEC;
- promouvoir le commerce et l'investissement : maintenir la dynamique en vue d'atteindre les objectifs fixés à Bogor en facilitant le commerce, en instaurant un climat plus propice à l'investissement dans la région et en favorisant le lancement à brève échéance d'une nouvelle série de négociations de l'Organisation mondiale du commerce fondées sur un programme équilibré;
- stimuler une croissance économique durable : accroître la coopération en matière de formation dans le secteur financier, poursuivre le dialogue sur les politiques macroéconomiques et encourager l'adoption de réformes structurelles pour créer des industries plus concurrentielles.

Avant la tenue de la réunion des dirigeants, les ministres du commerce et des affaires étrangères des économies membres de l'APEC se rencontreront aussi à Shanghai les 17 et 18 octobre.

Priorités du Canada pour l'APEC en 2001

Par l'entremise de l'APEC, le Canada appuie une coopération économique et sociale élargie dans la région de l'Asie-Pacifique. Au cours des dernières années, le Canada a participé à des projets visant à libéraliser et à faciliter le commerce entre les économies membres de l'APEC comme la modernisation des douanes, des normes et des règlements. Ces projets ont pour but de soutenir la croissance économique et le développement de la région et de multiplier les occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes. Le Canada a aussi favorisé l'APEC à titre de partenaire important lors des négociations mondiales sur le commerce de même qu'au sein du processus de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En 2000, à Brunéi, le Canada a en outre affirmé que l'APEC devait réagir à l'émergence de la nouvelle économie, d'accord en cela avec les dirigeants et les ministres des autres économies membres. Les priorités canadiennes pour l'APEC en 2001 s'articulent autour de cinq éléments clés :

- Le Canada souscrit sans réserve à une initiative sur le renforcement des capacités lancée par l'APEC et qui vise à consolider le potentiel des économies en développement de la région afin qu'elles soient en mesure de respecter leurs obligations à l'égard de l'OMC et de participer davantage au système commercial multilatéral. Le Canada copréside avec le Japon le Groupe de l'APEC sur le renforcement des capacités de l'OMC. Dans le cadre de cette initiative, plusieurs pays industrialisés de l'APEC aideront des économies en développement membres de l'organisation.
- Le Canada estime que l'APEC peut jouer un rôle utile en ralliant des appuis en faveur du lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, compte tenu de l'importance collective de ses membres dans le commerce international et de leur produit intérieur brut mondial. Le Canada entend promouvoir l'APEC en tant que forum, aussi puissant qu'utile, au sein du système commercial multilatéral.
- Le Canada concentre surtout les efforts qu'il déploie dans le cadre de l'APEC à la facilitation du commerce. Il existe au sein de l'APEC une possibilité réelle de réduire davantage les coûts nécessaires pour faire des affaires dans la région grâce à l'élimination des obstacles dans des domaines tels que les droits de douane, les normes et la mobilité des gens d'affaires.
- Enfin, le Canada appuie vigoureusement une démarche à plusieurs volets en réponse au Programme d'action en faveur de la nouvelle économie que les dirigeants ont adopté en 2000 à Brunéi. Il s'agit de faire l'analyse des politiques qui contribuent le plus au succès de la nouvelle économie, de renforcer la coopération économique et technique visant à mettre en valeur

le potentiel humain au sein de la nouvelle économie, et de promouvoir le commerce électronique et la lutte aux obstacles entravant la mise en œuvre de la politique commerciale. Le Canada a également appuyé la tenue d'un forum des jeunes entrepreneurs de l'APEC qui a eu lieu à Beijing et à Shanghai en juillet 2001.

- Le Canada poursuit ses efforts en vue d'accroître l'ouverture et la transparence au sein de l'APEC. Depuis plusieurs années, le Canada s'est avéré un chef de file en favorisant un engagement plus étroit de la part des groupes et des institutions du secteur privé dans les travaux actuels de l'organisation. L'établissement de contacts plus fréquents entre l'APEC et les institutions économiques internationales, les universités, les milieux d'affaires et les groupes de bénévoles du secteur privé aidera l'APEC à effectuer une recherche stratégique d'excellente qualité.

À défaut de disposer d'un grand secrétariat spécialisé, et compte tenu des ressources limitées des gouvernements membres, l'APEC doit faire appel à des ressources externes. L'élargissement de la base de soutien contribuera aussi à consolider l'appui dont l'APEC bénéficiera à long terme.

Aperçu de l'APEC

Le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondé en 1989 en raison de l'interdépendance croissante des économies de la région. Conçu au départ comme groupe de discussion informel avec 12 membres, l'APEC est devenu dans la région de l'Asie-Pacifique le principal forum où l'on peut promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement et collaborer à la croissance et au développement économiques de cette région.

L'APEC compte dans ses rangs toutes les grandes économies de la région. Ses 21 membres regroupent 2,5 milliards d'habitants. Leurs produits intérieurs bruts combinés s'élevaient à 18 billions de dollars américains en 1999 et à plus de 47 p. 100 du commerce mondial.

Les membres de l'APEC sont l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, la Chine, les États-Unis, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, la Russie, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.

Les réunions annuelles des ministres et des dirigeants leur permettent de se concentrer sur un dialogue axé sur les résultats et portant sur la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement ainsi que sur la coopération technique.

Lors de leur première réunion, tenue à Blake Island (près de Seattle) en 1993, les dirigeants de l'APEC ont adopté un énoncé de cadre économique visant à atteindre la stabilité, la sécurité et la prospérité dans la région de l'Asie-Pacifique.

En 1994, à l'issue de leur deuxième réunion qui a eu lieu à Bogor (Indonésie), les dirigeants de l'APEC ont signé la Déclaration de Bogor. Ils demandaient que les échanges commerciaux et les investissements deviennent libres et ouverts dans la région de l'Asie-Pacifique, d'ici 2010 pour les économies développées et d'ici 2020 pour les économies en développement. Cela devait se faire grâce à des mesures de libéralisation et de facilitation ainsi qu'à la coopération économique et technique.

À leur troisième réunion, qui s'est tenue à Osaka (Japon) en 1995, les dirigeants ont adopté le Programme d'action d'Osaka, plan de mise en œuvre de la Déclaration de Bogor. Grâce au Programme d'action, les membres de l'APEC ont décidé dans quels domaines ils réduiraient individuellement et collectivement les obstacles au commerce et à l'investissement. En conséquence, chacun a élaboré un plan d'action individuel esquisant ses engagements.

En 1996, lors de leur quatrième réunion, qui a eu lieu à Manille (Philippines), les dirigeants de l'APEC ont approuvé le Plan d'action de Manille. Comprenant les plans d'action individuels de tous les membres, celui-ci précisait les mesures que chacun prendrait dans 15 secteurs particuliers, comme les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services, les marchés publics, les normes d'investissement et les droits de propriété intellectuelle.

Les dirigeants ont en outre convenu à Manille des dispositions du Cadre ministériel pour le renforcement de la coopération économique et du développement. Celles-ci sont axées sur six priorités qui étayent le programme de l'APEC au chapitre de la coopération économique et technique : développer le capital humain grâce à la formation, à l'éducation et à l'acquisition de compétences; développer des marchés de capitaux sûrs et efficaces; renforcer l'infrastructure économique; utiliser efficacement les technologies de l'avenir; favoriser une croissance respectueuse de l'environnement; et faciliter la croissance des petites et moyennes entreprises. Les dirigeants ont aussi demandé que les activités de l'APEC mettent davantage l'accent sur les liens interpersonnels, notamment entre les femmes, les universitaires, les petites entreprises et les jeunes.

La Cinquième Réunion des dirigeants économiques s'est tenue à Vancouver en 1997. Les dirigeants ont lancé un appel en faveur d'une vision pour le XXI^e siècle qui relierait les membres de l'APEC dans les secteurs de l'infrastructure, du commerce électronique, des sciences et de la technologie, du développement durable, du changement climatique et de la protection civile. De plus, les populations de l'Asie-Pacifique se rapprocheraient grâce au dialogue établi par l'APEC avec tous les secteurs de la société. Les dirigeants ont aussi entériné le Plan de Vancouver pour un meilleur partenariat des secteurs public et privé dans le développement des infrastructures.

Les dirigeants de l'APEC ont également convenu à Vancouver d'accélérer le processus de libéralisation dans 15 secteurs, soit l'énergie, les biens et services environnementaux, le poisson et les produits du poisson, les produits forestiers, les appareils et les instruments médicaux, les jouets, les pierres précieuses et les bijoux, les produits chimiques, les télécommunications, le caoutchouc, les engrais, l'industrie automobile, les aliments, les oléagineux et l'aviation civile.

À leur sixième réunion, tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) en 1998, les dirigeants de l'APEC ont réaffirmé leur confiance dans la solidité des fondements économiques de la région et dans les perspectives de relance à la suite de la crise financière en Asie. Ils ont convenu d'une stratégie coopérative de croissance pour résoudre la crise financière. Ils se sont engagés à consentir des efforts pour renforcer les filets de sécurité sociale, les systèmes financiers, les flux du commerce et de l'investissement, la base scientifique et technologique, le développement des ressources humaines, les infrastructures économiques ainsi que les liens commerciaux.

Lors de leur septième réunion tenue en 1999 à Auckland (Nouvelle-Zélande), les dirigeants économiques de l'APEC ont formulé toute une série de recommandations. Ils ont notamment suggéré de renforcer les structures financières internationales, de surveiller davantage celles-ci à l'échelle nationale et d'appuyer le lancement d'une nouvelle série de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Les dirigeants ont aussi souscrit aux principes de l'APEC relatifs à l'amélioration de la politique de la concurrence et de la réforme de la réglementation, et adopté le cadre d'intégration des femmes dans l'APEC. Ils ont demandé que soient encouragés les travaux dans le domaine de la facilitation du commerce.

La Huitième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC a eu lieu à Bandar Seri Begawan (Brunéi) en 2000. Elle avait quatre thèmes : gérer la mondialisation; créer de nouveaux débouchés; renforcer le système commercial multilatéral; accroître l'influence de l'APEC. Les dirigeants ont établi des objectifs ambitieux en matière de réseautage afin que les habitants de toutes les économies de l'APEC aient un accès personnel ou communautaire à l'Internet d'ici 2010. Ils ont aussi adopté le Programme d'action de l'APEC pour la nouvelle économie.

Structure

La présidence de l'APEC, qui change tous les ans, est assurée à tour de rôle par les membres de l'organisation. Le président est l'hôte de la réunion annuelle des ministres et, depuis 1993, de celle des dirigeants. Les hauts fonctionnaires se rencontrent périodiquement au cours de l'année pour élaborer des recommandations et assurer le suivi. Ils coordonnent également les comités et les groupes de travail de l'APEC.

L'APEC comprend trois comités principaux : le comité du commerce et de l'investissement, le comité économique et le comité du budget et de la gestion. Un sous-comité de hauts fonctionnaires est responsable de l'application du programme de travail en matière de coopération économique et technique. L'APEC compte aussi neuf groupes de travail sectoriels qui encouragent la coopération pratique entre les membres dans les domaines des transports, des pêches, de l'énergie, de la promotion du commerce, des télécommunications et du développement des ressources humaines. De plus, différents groupes de travail de courte durée abordent des questions particulières telles que la coopération technique en agriculture, les petites et moyennes entreprises, le commerce électronique et les enjeux hommes-femmes.

Pour assurer son fonctionnement, l'APEC s'est doté d'un secrétariat permanent qui a été établi à Singapour en 1993. Constitué d'un groupe de 40 professionnels, le secrétariat assure directement le soutien administratif et la coordination de tous les forums de l'APEC. Il est aussi chargé d'administrer le fonds central de l'organisation, qui appuie les projets approuvés par les ministres et les dirigeants.

En 1995, les dirigeants de l'APEC ont créé le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC qui sert de mécanisme de consultation directe. Le Canada a trois représentants au sein du conseil. Celui-ci rencontre tous les ans les dirigeants afin de discuter des recommandations.

Déclaration des dirigeants, 2000

Déclaration des dirigeants économiques de l'APEC

Au service de la communauté

Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam),

Le 16 novembre 2000

1. Nous, les dirigeants économiques de l'APEC, réunis à Bandar Seri Begawan pour cerner les défis du nouveau millénaire, réaffirmons que nous croyons que la vision, telle que définie par l'APEC, d'une communauté d'économies ouvertes et interdépendantes permettra de renforcer notre capacité de croître ensemble dans le marché mondial et d'apporter la prospérité à nos populations.
2. Nous réitérons que nous sommes résolus à concrétiser cette vision grâce à notre engagement commun à atteindre les objectifs fixés à Bogor en vue de libéraliser et d'ouvrir le commerce et les investissements, et à notre vaste collaboration en vue de renforcer les capacités de nos populations, de nos institutions, de nos infrastructures et de nos marchés, conformément au Programme d'action sur lequel nous nous sommes entendus à Osaka.
3. Nous demeurons engagés à réaliser cette vision parce que nous avons vu comment les politiques économiques ouvertes mises en œuvre par les économies de notre région ont été le moteur d'une croissance impressionnante pendant deux décennies. Cette croissance s'est traduite par la hausse des revenus, l'accroissement des débouchés, et l'amélioration de la qualité de l'éducation et des soins de santé offerts à nos populations.
4. Bien que la crise économique ait représenté un revers au cours d'une décennie d'essor dans les pays de l'APEC, cela ne nous a pas empêchés de faire fond sur les politiques qui nous avaient permis d'atteindre une croissance économique rapide et stable. Nous sommes encouragés par l'amélioration de la conjoncture économique et sociale dans les économies touchées par la crise ainsi que par les indices d'un retour à une forte croissance économique dans l'ensemble de la région.
5. Nous soulignons toutefois les risques que pose la volatilité du marché pétrolier pour l'économie mondiale. Nous demandons que les mesures nécessaires soient prises pour assurer la stabilité, dans l'intérêt mutuel des consommateurs et des producteurs. Nous nous réjouissons des efforts que les membres de l'APEC ont déployés cette année afin de stabiliser les marchés pétroliers et nous prenons acte des nombreuses activités de collaboration en cours au sein de l'organisation; elles contribueront à réduire la vulnérabilité économique tout en assurant la stabilité du marché.

6. Nous sommes résolus à ne pas nous reposer sur nos lauriers et à poursuivre nos efforts en vue d'intensifier la croissance, car nous savons que des politiques identiques à celles qui servent aujourd'hui à consolider la reprise nous permettront aussi de nous intégrer avec une confiance accrue à l'économie mondiale.

Gérer la mondialisation

7. Au moment où nous envisageons les options qui s'ouvrent à nous, nous sommes convaincus que la mondialisation offre le plus de possibilités de relever le niveau de vie et d'accroître le bien-être social de nos collectivités. Nous reconnaissons aussi qu'il ne sera pas toujours facile de relever les importants défis sociaux et économiques que pose la mondialisation.
8. Nous savons que, dans toutes nos économies, certains habitants n'ont pas encore profité des avantages de la croissance économique, surtout dans les milieux ruraux et les villes de province. Nous nous rendons compte aussi que les nombreuses personnes durement touchées par la crise économique ont vu leur confiance en l'ouverture de l'économie mise à rude épreuve. En tant que dirigeants, unis par un sentiment de prospérité commune et une compréhension mutuelle des difficultés auxquelles fait face chacune de nos économies, nous décidons de combler les écarts profonds en ce qui a trait à la prospérité et à l'instruction et de faire bénéficier toutes nos populations des avantages de la mondialisation. Bien que les programmes de coopération économique et technique de l'APEC contribuent déjà à ce processus, nous croyons qu'ils peuvent être renforcés. C'est pourquoi nous demandons à nos ministres et à nos fonctionnaires de veiller à ce que le programme de coopération soit clairement ciblé et mieux défini pour obtenir des résultats pratiques qui aideront nos économies à se doter des capacités dont elles ont besoin.
9. Nous sommes également résolus à poursuivre notre travail au sein des forums internationaux afin de mieux façonner l'économie mondiale et d'offrir un climat financier plus sûr et plus stable, tant aux économies des pays en développement qu'à celles des pays industrialisés. Nous avons tiré d'importants enseignements de la crise de 1997-1998. Une telle compréhension de la nécessité d'instaurer des mesures préventives opportunes, pour réduire les risques de panique au sein des milieux financiers, a été le point de convergence de l'intervention de la communauté internationale. Nous accueillons favorablement les efforts déployés par le G20, le Forum sur la stabilité financière, les institutions financières internationales et d'autres tribunes pour consolider l'architecture financière internationale. Ces efforts comprennent l'amélioration de la surveillance internationale, le renforcement des cadres de réglementation et de contrôle, ainsi que la mise à contribution

judicieuse des créanciers du secteur privé pour trouver une solution à la crise. Ils englobent aussi les accords de financement coopératif à l'échelon régional, qui complètent les ressources offertes par le Fonds monétaire international, ainsi que les réformes des institutions financières internationales, notamment la révision de l'attribution des quote-parts. Nous remercions également le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC) pour les importantes recommandations qu'il a faites au sujet de la mise en œuvre de ces mesures, que nous demandons à nos ministres des finances d'examiner au cours de l'année à venir.

10. Notre aptitude à récolter les fruits de la mondialisation dépendra de la capacité de nos économies et de nos populations à s'adapter aux changements incessants. La crise nous a déjà appris beaucoup de choses sur la nécessité de poursuivre la réforme structurelle et d'ouvrir davantage les marchés, ainsi que sur l'intérêt que revêt la mise en œuvre de politiques économiques judicieuses. Plus précisément, la crise a éveillé notre attention sur l'importance qu'il y a de faciliter les ajustements structurels inévitables afin de pouvoir profiter des nouveaux débouchés, d'une part, et sur les coûts qu'il faut assumer pour éviter ces ajustements, d'autre part.
11. Afin de mieux nous préparer à affronter l'avenir, nous chargeons tous nos ministres de redoubler d'efforts au sein de l'APEC pour élaborer des stratégies en vue de gérer plus efficacement les ajustements structurels nécessaires. Nous leur demandons d'inclure dans ces stratégies des moyens de s'occuper des personnes qui subissent les inconvénients des changements économiques, notamment en se penchant sans discontinuer sur les régimes de protection sociale. Nous les prions aussi d'y intégrer des méthodes pour élaborer des systèmes de saine gouvernance ainsi que des cadres institutionnels solides pour les secteurs financier et commercial.
12. Nous remarquons l'importance que nos ministres des finances ont accordée au renforcement des capacités dans ces secteurs. Nous nous réjouissons des progrès accomplis et de l'étendue de leurs travaux dans un large éventail de programmes comme le perfectionnement des compétences des responsables chargés de la réglementation des secteurs des finances et des assurances, la réforme de la loi sur la faillite et la divulgation des renseignements financiers. Nous incitons les ministres des finances à continuer de partager leur expérience et leur expertise à l'égard des dossiers importants, notamment la privatisation et la gestion des faillites bancaires, et à renforcer les régimes de protection sociale pour approfondir la connaissance de la région quant aux méthodes de consolidation des marchés et des institutions pour faire face aux changements en cours.

Créer de nouveaux débouchés

13. Il est incontestable que la révolution intervenue dans les technologies de l'information et de la communication contribue énormément à l'avènement d'une économie mondiale. Cette révolution ouvre des débouchés sans précédent dans une économie d'un type nouveau, caractérisée par de nouvelles formes de marché, des niveaux de productivité plus élevés et de nouvelles exigences en matière de savoir, d'entrepreneuriat et d'innovation.
14. Nous sommes encouragés par le fait que, même dans les secteurs traditionnels, des entreprises et des particuliers peuvent également profiter de la nouvelle économie à mesure que l'usage des technologies se répand au sein de chaque économie et dans l'ensemble de la région. Toutefois, nous nous rendons compte que les technologies et les avantages qu'elles peuvent offrir ne sont pas encore à la portée de millions de gens dans nos pays.
15. Notre vision consiste à préparer chacune de nos économies et tous nos ressortissants à se servir de la révolution technologique comme d'un passeport leur donnant accès aux fruits de la mondialisation. Nous annonçons aujourd'hui le lancement de nouvelles stratégies qui, à notre avis, amélioreront profondément les conditions de vie dans notre communauté au cours des prochaines années. Nous nous engageons à élaborer et à mettre en œuvre un cadre stratégique qui permettra aux habitants des régions urbaines et rurales ainsi que des villes de province au sein de chaque économie de disposer, d'ici 2010, d'un accès individuel ou communautaire à l'information et aux services offerts grâce à l'Internet. Comme première étape de la réalisation de cet objectif, nous visons à tripler, d'ici 2005, le nombre d'habitants de la région qui disposent d'un accès individuel ou communautaire à l'Internet.
16. Les gouvernements, à eux seuls, ne peuvent pas concrétiser cette vision. Nous reconnaissons que sa réalisation exigera un énorme développement des infrastructures et le renforcement du potentiel humain, ainsi que le recours à des technologies qui, aujourd'hui, ne sont qu'à l'état embryonnaire. Elle exigera aussi la mise en œuvre d'un ensemble de politiques d'ouverture vers l'extérieur, axées sur le marché et susceptibles d'attirer des investissements commerciaux et d'obtenir la collaboration et l'expertise des universités, établissements de formation et de recherche, collèges et écoles de la région. Nous sommes aussi conscients que l'élaboration et la mise en œuvre du cadre stratégique adéquat se feront à un rythme différent dans chaque économie en raison de la diversité qui existe entre les membres et de l'écart considérable entre leurs niveaux respectifs d'intégration des technologies de l'information et de la communication.

17. Nous nous engageons à travailler, dans le cadre d'un partenariat, avec des représentants de toute la gamme des milieux d'affaires ainsi qu'avec des éducateurs et des formateurs de l'ensemble de la région, afin d'élaborer les politiques permettant de concrétiser cette vision. Comme première étape de la création de ce partenariat et de la délimitation de l'orientation future, Brunéi Darussalam et la République populaire de Chine accueilleront conjointement une réunion de haut niveau de l'APEC qui se tiendra en Chine en 2001 et rassemblera des gens d'affaires, des fonctionnaires, des formateurs et des éducateurs. À notre avis, cette réunion débouchera sur des idées pratiques dont les ministres et les tribunes de l'APEC pourront se servir.
18. Nous lançons également aujourd'hui un vaste programme d'action en faveur de la nouvelle économie qui donne un aperçu des mesures susceptibles d'aider nos économies à tirer parti du progrès des technologies de l'information pour accroître la productivité, stimuler la croissance et étendre les services à l'ensemble de la communauté. Ce programme d'action comprend des mesures pour instaurer le climat politique propice et créer les capacités nécessaires qui contribueront à établir un cadre visant à renforcer les marchés, le commerce électronique, l'infrastructure, le savoir et le perfectionnement des compétences, ainsi qu'à offrir, à un prix abordable, un meilleur accès aux communications et à l'Internet. Nous admettons que ce n'est qu'un début et nous chargeons tous nos ministres et fonctionnaires de poursuivre l'élaboration de ce programme en 2001. Nous recommandons fortement le recours à des consultations et à des échanges de vaste portée avec les intervenants des milieux d'affaires et les responsables du renforcement du potentiel humain, tous partenaires de notre vision. Nous nous réjouissons de l'apport que l'ABAC a fourni cette année à cet égard et nous l'incitons à poursuivre cette collaboration.
19. Nous observons que l'APEC a déjà réalisé des progrès importants en consolidant les marchés, en mettant en valeur les ressources humaines et en encourageant les petites et moyennes entreprises, et ce, afin de contribuer à l'avènement de la nouvelle économie. Nous nous réjouissons particulièrement de la réussite précoce de l'initiative que l'APEC a lancée sur l'état de préparation au commerce électronique. Dans le cadre de cette initiative, l'APEC, en partenariat avec les milieux d'affaires, a joué un rôle prépondérant sur la scène mondiale en permettant aux économies d'évaluer et d'améliorer leur état de préparation à la nouvelle économie.
20. Nous accueillons favorablement l'éventail complet de mesures que le Japon a annoncées avant la tenue du Sommet du G8 à Kyushu-Okinawa, afin de consacrer environ 15 milliards de dollars américains pour régler le problème mondial du fossé numérique et nous constatons qu'une partie considérable de ces capitaux sera consacrée aux économies de l'APEC.

21. Nous insistons particulièrement sur l'importance qu'il y a de préparer nos jeunes aux défis qui les attendent et nous reconnaissons unanimement que la maîtrise des technologies de l'information devrait être une aptitude de base pour l'apprentissage et la formation. Nous appuyons les programmes de l'APEC visant à perfectionner les compétences des enseignants et à mettre en place une saine gestion de l'enseignement grâce à un processus de collaboration avec les éducateurs de la région. Nous applaudissons aux initiatives lancées par l'Association des universités des pays riverains du Pacifique et d'autres organisations en vue de renforcer les capacités de l'apprentissage à distance dans la région. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent aussi de créer de vastes réseaux pour étendre les services médicaux et les soins de santé à l'ensemble de la population et de s'attaquer aux dossiers essentiels de la santé. Nous nous félicitons des progrès déjà réalisés pour consolider les réseaux d'information sur les maladies. Nous nous engageons à lutter contre le VIH/sida et d'autres maladies infectieuses et nous appelons les autorités compétentes à présenter, l'an prochain, un rapport sur la stratégie qui pourrait être utilisée par l'APEC pour relever plus efficacement les défis que posent ces maladies.

Renforcer le système commercial multilatéral

22. En cette ère de mondialisation, l'existence d'un système commercial multilatéral, qui soit équitable et fondé sur des règles, est encore plus essentielle que jamais pour nous permettre de réussir et de prospérer. Ce système devrait être adapté au défi du XXI^e siècle.
23. Nous répétons qu'il faut lancer rapidement une nouvelle série de négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans l'intérêt de tous les membres de cette organisation, en particulier les économies les moins avancées et celles qui sont en voie de développement. Nous convenons de la nécessité de formuler et d'arrêter, dès 2001, un programme équilibré et d'une portée assez large, qui tienne compte des intérêts et des préoccupations de tous les membres de l'OMC, et d'amorcer une série de négociations en 2001. Les éléments et les objectifs convenus à Auckland à cet égard restent pertinents.
24. Nous chargeons nos ministres de faire des progrès importants dans le cadre des négociations en cours sur l'agriculture et les services. Nous leur confions également le mandat de poursuivre le travail préparatoire sur les tarifs industriels et les domaines connexes en prévision d'une nouvelle série de négociations, et ce, sans perturber le programme général des activités. Nous réaffirmons notre engagement à prolonger, jusqu'à la prochaine réunion ministérielle de l'OMC, le moratoire relatif à l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques et nous reconnaissons l'importance qu'il y a d'éviter de prendre des mesures

inutiles pour limiter l'usage et l'expansion du commerce électronique. Nous approuvons la demande que nos ministres ont présentée en vue de la création, au sein de l'OMC, d'un groupe de travail spécial qui s'interrogerait sur la pertinence des règles de l'organisation face à l'évolution du commerce électronique.

25. Nous approuvons les mesures d'encouragement de la confiance adoptées dans le cadre de l'OMC, notamment celles qui facilitent l'accès au marché des économies les moins avancées et celles qui abordent les problèmes relatifs aux aspects de la mise en œuvre des accords de l'organisation. Nous recommandons vivement de lancer l'initiative sur l'accès au marché des économies les moins avancées et d'inciter plus de pays à y participer.
26. Afin de renforcer la dynamique nécessaire au lancement d'une nouvelle série de négociations, nous accueillons favorablement les progrès réalisés pour élaborer le plan stratégique de l'APEC sur la consolidation des capacités requises dans l'application des dispositions des accords de l'OMC. Nous souscrivons au plan stratégique tel qu'il a été conçu ainsi qu'à la décision des ministres de le mettre rapidement à exécution.
27. Nous nous réjouissons des progrès importants réalisés l'année dernière dans le cadre des négociations relatives à l'accession de la Chine à l'OMC et nous recommandons avec insistance de les faire aboutir promptement afin que la Chine devienne membre de l'organisation dès que possible. Nous recommandons aussi d'accueillir rapidement le Taipei chinois au sein de l'OMC et de faire progresser les processus d'accession de la Russie et du Vietnam.
28. Nous prenons acte des faits nouveaux survenus en Asie-Pacifique dans le domaine des accords commerciaux régionaux. Nous reconnaissons que les ententes commerciales régionales et bilatérales devraient servir d'assises pour la libéralisation des échanges multilatéraux au sein de l'OMC. Nous affirmons donc que les accords commerciaux régionaux, existants ou en préparation, devraient respecter les dispositions réglementaires et les mesures disciplinaires de l'OMC. Nous croyons également que ces accords devraient être conformes à l'architecture de l'APEC et appuyer ses objectifs et ses principes.

Accroître l'influence de l'APEC

29. Les habitants de la région sont l'atout le plus précieux de l'APEC. Nous croyons toujours que ce forum de coopération économique doit être un processus ouvert et transparent qui met à contribution les talents et la créativité des populations. Nous incitons fortement l'APEC à poursuivre

son engagement et ses efforts de sensibilisation de nos collectivités, et à tenter de créer des partenariats avec des groupes qui partagent nos objectifs et qui donneront une nouvelle impulsion à leur réalisation.

30. Nous prenons acte avec satisfaction de l'augmentation de la participation des femmes aux programmes de l'APEC ainsi que des efforts entrepris pour faciliter et accroître davantage leur engagement.
31. Bien que la majeure partie du travail de l'APEC consiste à investir dans l'avenir, nous sommes heureux de constater que nos populations tirent déjà des avantages concrets et directs de nos programmes antérieurs. Nous nous réjouissons aussi de la mise en œuvre des nouveaux programmes qui doivent faciliter l'accès à l'information, la mobilité des personnes et la circulation des biens, des services et des investissements dans la région.
32. Nos plans d'action individuels demeurent le mécanisme principal pour tracer nos propres voies vers la réalisation des objectifs fixés à Bogor, lesquels visent à libéraliser et à ouvrir le commerce et les investissements. Nous voulons assurer que les plans d'action sont transparents, complets et précis, et qu'ils sont communiqués de manière efficace aux milieux d'affaires et au grand public. C'est pourquoi nous chargeons nos ministres de veiller à ce que le nouveau système électronique pour les plans d'action individuels, lancé cette année, soit largement utilisé et pleinement opérationnel en 2001, et qu'il soit mis à jour et perfectionné comme outil électronique au cours des prochaines années.
33. Nous encourageons les milieux d'affaires à utiliser notre nouveau site Web, BizAPEC, comme un outil pour découvrir les nouveaux débouchés offerts dans la région et faciliter les échanges commerciaux. Nous demandons aux responsables de faire de ce site un centre efficace d'information qui reflète les intérêts actuels du monde des affaires. Cette initiative, ainsi que d'autres mesures prises par l'APEC, peut faciliter le travail des petites et moyennes entreprises en vue de former des alliances stratégiques et de tirer parti des avantages du commerce extérieur et des investissements internationaux.
34. Un autre site Web de l'APEC, Ecotech Clearing House, est, croyons-nous, un ajout important qui contribuera à enrichir notre dialogue électronique avec le public en offrant un mécanisme transparent et apte à montrer l'utilité de notre vaste programme de coopération économique et technique.
35. Nous accordons encore la priorité absolue aux mesures qui facilitent la circulation des biens et services et la réduction du coût des transactions internationales dans l'intérêt des gens d'affaires et des consommateurs. Nous savons que ce sont les petites et moyennes entreprises qui profiteront

le plus des progrès réalisés dans ce domaine. Nous chargeons nos ministres de poursuivre leurs efforts en vue de simplifier et d'harmoniser notre réglementation douanière, et d'assurer qu'elle est respectée, ces objectifs représentant deux secteurs prioritaires sur lesquels insistent l'ABAC et nos milieux d'affaires. Pour mieux asseoir les travaux à venir en vue d'accélérer le commerce, nous recommandons fortement à nos ministres et à nos fonctionnaires d'une part de déployer des efforts considérables pour établir, en 2001, un ensemble de principes sur la facilitation du commerce, et d'autre part de veiller à ce que cette démarche soit intégrée, ce qui contribuerait à réduire les coûts payés par ceux qui font des affaires dans la région.

36. L'avenir appartient à nos jeunes. Les investissements que nous faisons pour les inciter à préserver la riche mosaïque culturelle de la région et les encourager à perfectionner leurs connaissances et leurs compétences détermineront, dans une large mesure, l'orientation de la mondialisation. Nous nous réjouissons du large éventail de programmes qu'offrent cette année plusieurs économies pour promouvoir le dialogue entre les jeunes et nous recommandons vivement de poursuivre ces activités afin d'insuffler un sentiment plus fort d'appartenance à la communauté de l'Asie-Pacifique.
37. Nous joignons à notre déclaration diverses directives additionnelles à l'intention des ministres et des fonctionnaires, ainsi qu'une annexe qui donne un aperçu de notre programme d'action pour la nouvelle économie.

Annexe I

Programme d'action pour la nouvelle économie

Nous avons défini à Brunéi Darussalam une vision qui s'efforce de saisir tous les avantages économiques et sociaux de la nouvelle économie.

Afin de promouvoir cette économie émergente, l'APEC a pris plusieurs mesures, ayant trait notamment à l'évaluation de l'état de préparation au commerce électronique, au commerce électronique sans papier, aux plans d'action individuels et au renforcement des capacités, institutionnelles et humaines, dans les secteurs liés au cybercommerce.

Pour consolider ces fondements et concrétiser notre vision, nous avons préparé le Programme d'action suivant qui vise à créer un environnement stratégique propice et à renforcer nos capacités.

Nous reconnaissons que ce programme n'est qu'une première étape et qu'il faudra travailler en collaboration, dans le cadre de partenariats avec les économies de l'APEC, les secteurs public et privé et l'ensemble de la communauté.

Nous chargeons nos ministres d'étoffer et d'élargir ce programme, en consultant et en faisant participer les intervenants, pour :

- renforcer nos structures de marché et nos institutions afin de permettre aux régimes existants et nouveaux de commerce et d'investissement dans le secteur des biens et services de prospérer dans la nouvelle économie;
- créer un climat propice à l'investissement dans l'infrastructure et le développement technologique;
- encourager l'innovation et l'entrepreneuriat et renforcer le potentiel humain de même que les connaissances grâce à des programmes, complets et d'excellente qualité, d'études, de formation et de perfectionnement des compétences :

Créer un climat propice au renforcement des structures du marché et des institutions

- Consolider les marchés financiers ainsi que les cadres de surveillance et de réglementation pour accroître la capacité de fournir des capitaux aux économies les plus dynamiques;

- poursuivre les travaux entrepris pour définir des cadres stratégiques favorisant la concurrence et axés sur le marché, afin de libéraliser le commerce dans le secteur des technologies de l'information et des télécommunications;
- continuer d'améliorer les plans d'action individuels électroniques qui constituent un outil transparent et convivial pour suivre les progrès de nos économies dans la voie de la libéralisation des échanges commerciaux;
- intensifier la collaboration entre les gouvernements et le milieu des affaires afin de faciliter l'accès de toutes nos collectivités à des services de télécommunications abordables et de bonne qualité ainsi qu'à l'Internet.

Créer un climat propice à l'investissement dans l'infrastructure, le développement technologique et l'entrepreneuriat

- Réaliser le programme de travail adopté en vue de l'établissement de cadres juridiques et réglementaires qui soient compatibles et opportuns, afin de protéger les consommateurs ainsi que les documents et les signatures liés aux transactions électroniques dans toute la région couverte par l'APEC;
- poursuivre les travaux entrepris pour assurer que les petites et moyennes entreprises soient en mesure de profiter pleinement des avantages des technologies de l'information et de la communication dans tous les domaines du commerce et des affaires;
- utiliser les résultats de l'initiative de l'APEC sur l'état de préparation au commerce électronique des économies de la région pour examiner plus à fond les activités collectives et individuelles, notamment en assurant le suivi des partenariats pour l'évaluation de l'état de préparation et en déterminant des mesures pratiques pour éliminer les obstacles à la participation au commerce électronique;
- poursuivre, au sein des forums pertinents, les travaux sur des dossiers comme la protection des consommateurs, la réglementation douanière, les services de transport, l'établissement et le respect des normes, ainsi que la mobilité des entreprises;
- améliorer le nouveau site Web, BizApec.com, pour qu'il demeure un portail utile, pertinent et dynamique, regroupant en un même endroit toutes les informations nécessaires pour faire des affaires dans la région;

- intensifier la coopération afin que les gouvernements soient accessibles en ligne, en reconnaissant que cette initiative peut accroître l'efficacité, faciliter l'accès du public aux services gouvernementaux et inciter les milieux d'affaires à adopter le commerce électronique;
- confirmer l'engagement à prolonger le moratoire relatif à l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques jusqu'à la prochaine réunion ministérielle de l'OMC, reconnaître l'importance qu'il y a d'éviter de prendre des mesures inutiles limitant l'usage et l'expansion du cybercommerce, et demander la création, au sein de l'OMC, d'un groupe de travail spécial chargé d'examiner la pertinence des règles de l'organisation face à l'évolution du commerce électronique;
- mettre en œuvre l'accord visant à rationaliser les exigences de conformité requises pour les ordinateurs et les périphériques ainsi que les accords de reconnaissance mutuelle sur le matériel de télécommunications;
- mettre en œuvre l'accord visant à encourager les utilisateurs à adopter des pratiques solides de gestion des logiciels et d'autres actifs de la propriété intellectuelle grâce à un programme d'information et de coopération technique.

Consolider le potentiel humain et l'essor de l'entrepreneuriat

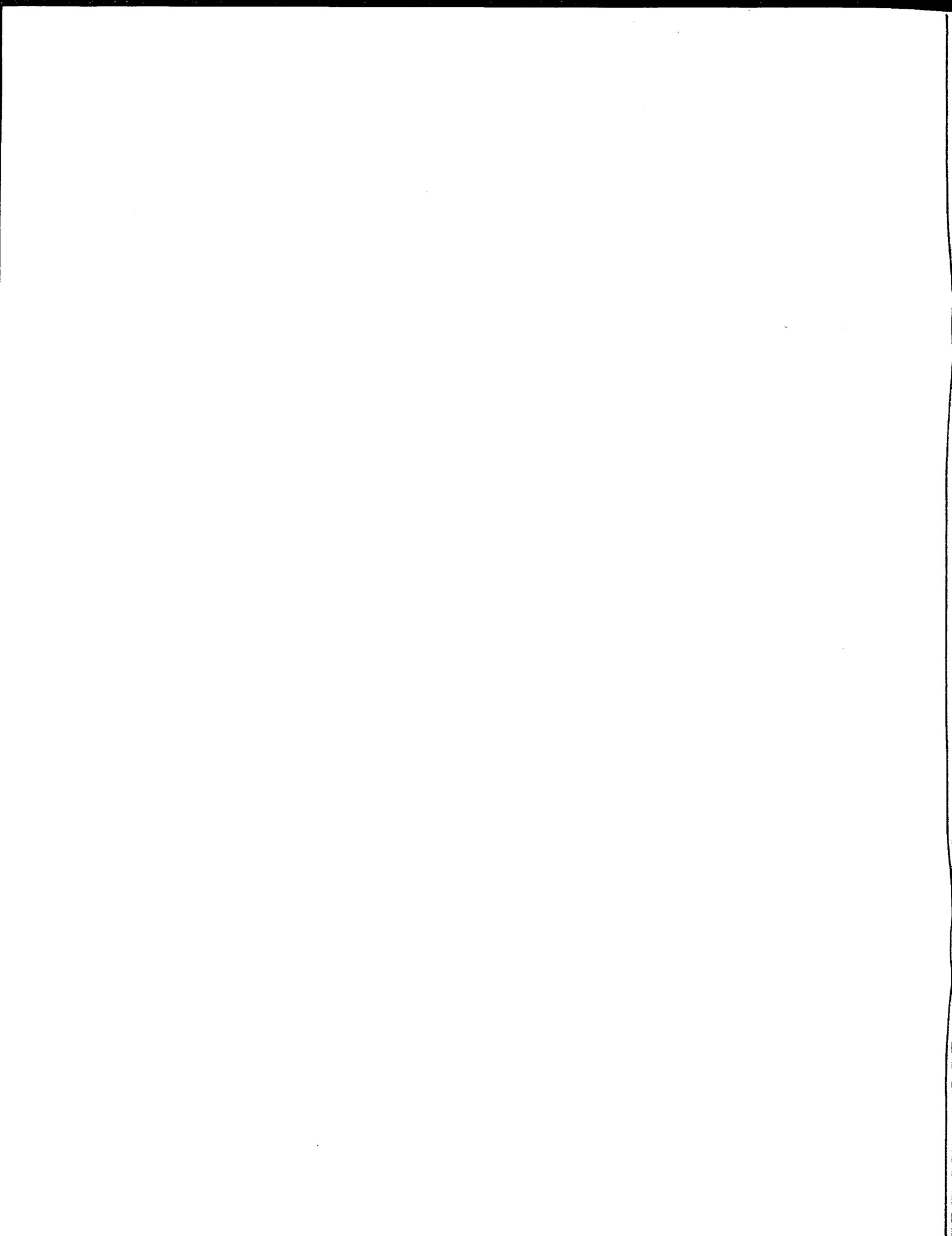
- Créer un réseau de centres de perfectionnement des compétences pour toute la région de l'Asie-Pacifique, en étroite collaboration avec le secteur privé, afin de mieux comprendre les besoins de formation et d'offrir des programmes destinés à répondre aux exigences des industries locales en matière d'impératifs commerciaux;
- tenir en 2001 un symposium, à un échelon élevé, sur le cybercommerce et le commerce sans papier afin d'élaborer des programmes de coopération économique et technique et de renforcement des capacités;
- poursuivre les efforts concertés visant à promouvoir un enseignement de qualité, y compris une excellente éducation de base, souligner l'importance qu'il y a d'utiliser les technologies de l'information dans une société axée sur l'apprentissage, partager des idées et des expériences pour relever des défis communs et tirer parti des débouchés découlant des progrès technologiques rapides, notamment dans le domaine de l'enseignement à distance;
- travailler à la création d'un réseau de cyberenseignement de l'APEC reliant les instituts de recherche et les établissements de formation des enseignants spécialisés dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication;

- susciter l'appui au programme des bénévoles de l'APEC pour faciliter l'accès des jeunes à l'Internet, en offrant une formation et des directives sur la manière d'utiliser cet outil pour trouver des informations et effectuer des recherches, ainsi qu'à d'autres fins pédagogiques, dans les économies défavorisées sur le plan informatique;
- poursuivre l'examen du dossier de l'employabilité permanente en insistant sur l'apprentissage continu dans les programmes de l'APEC relatifs à l'enseignement et aux ressources humaines, étant donné que la souplesse du marché du travail est essentielle durant les périodes de progrès technologiques rapides;
- renforcer la collaboration en matière scientifique et technologique au sein de l'APEC dans le but de créer des systèmes nationaux efficaces pour promouvoir l'innovation;
- contribuer sans cesse à faire mieux connaître les technologies de l'information et de la communication et encourager leur utilisation à des fins commerciales en partageant les pratiques exemplaires en matière de cybercommerce, en déterminant les priorités et en élaborant des programmes personnalisés de formation et de consultation;
- encourager la collaboration avec les participants au dialogue mondial des entreprises sur le commerce électronique et d'autres entités du secteur privé, afin de créer un réseau de connaissances pouvant servir de ressources lors de l'examen des possibilités numériques et des positions stratégiques.

Importance du savoir

Nous accueillons favorablement le rapport de l'APEC sur l'économie du savoir. Ce rapport se concentre sur l'examen du contexte commercial, des systèmes d'innovation, du perfectionnement des ressources humaines et des technologies de l'information et de la communication comme outils précieux pour déterminer l'orientation future des activités de l'APEC dans la nouvelle économie. Le rapport recommande vivement aux ministres de poursuivre leur travail d'élaboration de plans détaillés pour la mise en œuvre des recommandations qu'il contient.

Fiches techniques

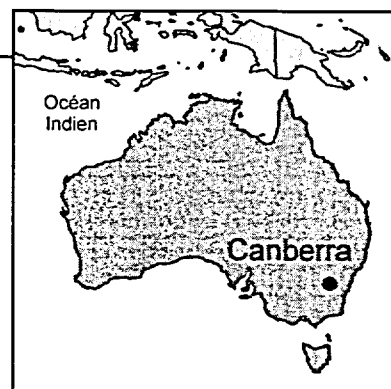


AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 7 686 850 km ²	Population 19,1 millions d'habitants (2000)
Langue principale Anglais	Taux de croissance de la population 1,02 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans (26 %), catholiques (26 %), autres protestants (25 %)	
Pays environnants Indonésie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M. Alexander Downer
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite	Ministre du Commerce M. Mark Vaile
Dirigeants Le gouverneur général Peter Hollingworth Le premier ministre John Howard	Indice du développement humain de l'ONU (2001) L'Australie se classe 2 ^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 395,9 milliards de dollars américains (2000)	Taux d'inflation 2,1 % (2000)
Taux de croissance du PIB 3,4 % (2000)	Taux de chômage 6,6 % (2000)
PIB par habitant 16 240 \$US (2000)	
Principales exportations Blé, orge, bœuf, agneau, produits laitiers, laine, charbon, minerai de fer, machines, matériel de transport	
Principales importations Matériaux ouvrés, machines et matériel de transport, ordinateurs et matériel de bureau, biens de consommation, produits pétroliers	
Principales exportations vers le Canada 1,55 milliard de dollars (2000), en minéraux (surtout l'alumine et l'uranium), bœuf, pétrole brut, vin	
Principales importations en provenance du Canada 1,18 million de dollars (2000), en avions et pièces d'avion, matériel téléphonique, machines, bois, papier, engrais	

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/australia

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
5 765 km²

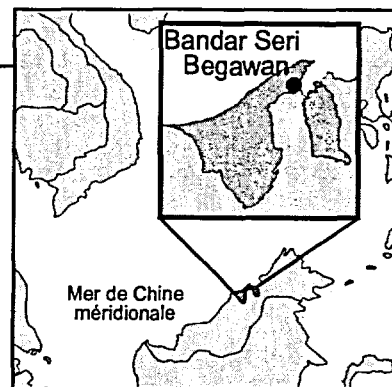
Principales langues
Malais, anglais, chinois

Principaux groupes religieux
Musulmans (67 %),
bouddhistes (13 %), chrétiens (10 %)

Pays environnant
Malaisie

Population
342 000 habitants (2000)

Taux de croissance de la population
2,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie

Autorité législative
Unicaméral : Conseil législatif; parti unique

Dirigeant
Le sultan et premier ministre Hassanal Bolkiah
Mu'izzaddin Waddaulah

Ministre des Affaires étrangères
Le prince Mohammed Bolkiah

Ministre de l'Industrie et des Ressources primaires
M. Pehin Dato Awang haji Abdul Rahman

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Brunéi se classe 32^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,83 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel
3,5 % (2000)

PIB par habitant
14 123 \$US (2000)

Principales exportations
Gaz naturel liquéfié, pétrole brut, produits pétroliers raffinés

Principales importations
Machines, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada
1,65 million de dollars (2000), en vêtements, articles en fer ou en acier, chaudières, machines et engins mécaniques

Principales importations en provenance du Canada
670 000 \$ (2000), en chaudières, machines et engins mécaniques, préparations alimentaires, fruits et noix

Représentant du Canada

M. Neil Reeder, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunéi
Téléphone : (011-673-2) 220-043; télécopieur : (011-673-2) 220-040; site Web : www.infoexport.gc.ca/bn

Septembre 2001

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Principales langues

Anglais et français

Principaux groupes religieux

Catholiques (45 %),

Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants

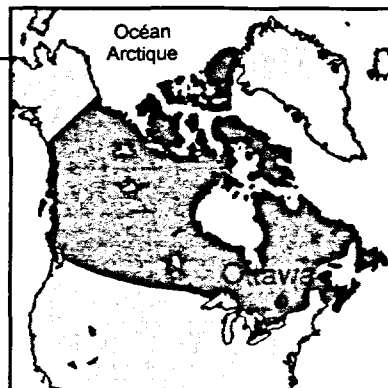
États-Unis, Gröenland (Danemark)

Population

30,8 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

0,7 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Adrienne Clarkson

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. John Manley

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Canada se classe 3^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

686,9 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel

4,7 % (2000)

PIB par habitant

22 336 \$US (2000)

Taux d'inflation

2,7 % (2000)

Taux de chômage

6,9 % (février 2001)

Principales exportations

417,6 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, pâte et papier, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

363,2 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique

CHILI

Capitale : Santiago

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
756 626 km²

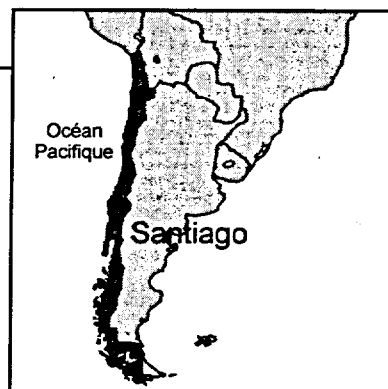
Langue principale
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques (89 %), protestants (11 %)

Pays environnants
Argentine, Bolivie, Pérou

Population
15,2 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,4 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Ricardo Lagos Escobar

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M^{me} María Soledad Alvear Valenzuela

Ministre de l'Économie

M. José de Gregorio Rebeco

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Chili se classe 39^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

3,44 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel
69 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
4 424 \$US (1999)

Principales exportations

Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits et noix, matières premières, textiles, produits industriels

Principales importations

Biens d'équipement, pièces de rechange, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

555,4 millions de dollars (2000), en minerais, scories et cendres, fruits et noix, boissons, bois, poisson et fruits de mer, produits chimiques inorganiques, métaux rares, résidus alimentaires et aliments pour animaux, aliments en conserve, cuivre et articles en cuivre, céréales

Principales importations en provenance du Canada

445,6 millions de dollars (2000), en machines électriques, machines, céréales, papier et carton, combustibles minéraux et huile minérale, matières plastiques, véhicules, engrais, légumes, produits en fer et en acier

Représentant du Canada

M. Patrick Parisot, Ambassadeur, Ambassade du Canada,

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10), Santiago, Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660; télécopieur : (011-56-2) 362-9664; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/santiago

CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 596 961 km²

Langue principale

Mandarin

Principaux groupes religieux

Taoïstes, bouddhistes, musulmans, chrétiens

Pays environnants

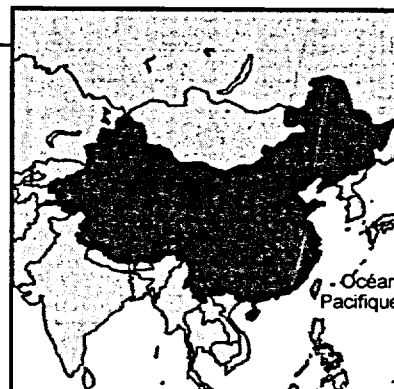
Afghanistan, Bhoutan, Birmanie, Corée du Nord, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, Mongolie, Népal, Pakistan, Russie, Tadjikistan, Vietnam

Population

1,26 milliard d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès national du peuple; parti unique

Dirigeants

Le président Jiang Zemin

Le premier ministre Zhu Rongji

Ministre des Affaires étrangères

M. Tang Jiaxuan

Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique

M. Shi Guangsheng

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Chine se classe 87^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

47,05 millions de dollars (déboursement bilatéral, 1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

991,2 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

7,1 % (1999)

PIB par habitant

782 \$US (est. 1999)

Taux d'inflation

-1,3 % (1999, par rapport à l'année)

Taux de chômage

3,1 % (1999)

Principales exportations

Machines électriques, autres machines, vêtements tissés, vêtements tricotés, chaussures

Principales importations

Machines électriques, autres machines, plastique, combustibles minéraux, fer et acier

Principales exportations vers le Canada

11,3 milliards de dollars (2000), en machines électriques, jouets, jeux et articles de sport, machines, chaussures, vêtements tissés

Principales importations en provenance du Canada

3,7 milliards de dollars (2000), en pâte de bois, véhicules (non ferroviaires), engrais, grains, semences et fruits

Représentant du Canada

M. Joseph Caron, Ambassadeur, Ambassade du Canada

19 Dongzhimenwai Dajie, District de Chaoyang, Beijing 100600, Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536; télécopieur : (011-86-10) 6532-5033; site Web : www.canada.org.cn

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 629 091 km²

Principales langues

Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Protestants (56 %),
catholiques (28 %), juifs (2 %)

Pays environnants

Canada, Mexique

Population

283,8 millions d'habitants
(est. mars 2001)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant

Le président George W. Bush

Secrétaire d'État

M. Colin L. Powell

Secrétaire du Trésor

M. Paul H. O'Neill

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Les États-Unis se classent 6^{es} sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

9,32 billions de dollars américains (1999)

Taux de croissance du PIB réel

5 % (2000)

PIB par habitant

34 000 \$US (2000)

Taux d'inflation

3,4 % (2000)

Taux de chômage

4 % (2000)

Principales exportations

Machines et matériel, véhicules motorisés, avions, blé, produits chimiques, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique, produits agricoles, approvisionnements militaires

Principales importations

Pétrole et produits du pétrole, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et matériel, véhicules motorisés, matières premières

Principales exportations vers le Canada

Biens : 180 milliards de dollars (2000), en véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunication, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique

Services : 27 milliards de dollars (2000)

Principales importations en provenance du Canada

Biens : 242 milliards de dollars (2000), en véhicules motorisés et pièces, bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal

Services : 22 milliards de dollars (2000)

Représentant du Canada

M. Michael Kergin, Ambassadeur, Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington (D.C.) 20001, États-Unis

Téléphone : (202) 682-1740; télécopieur : (202) 682-7726; site Web : www.canadianembassy.org

HONG KONG (CHINE)

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 097 km²

Principales langues

Anglais, cantonais

Principaux groupes religieux

Chrétiens, bouddhistes, confucianistes, taoïstes

Région avoisinante

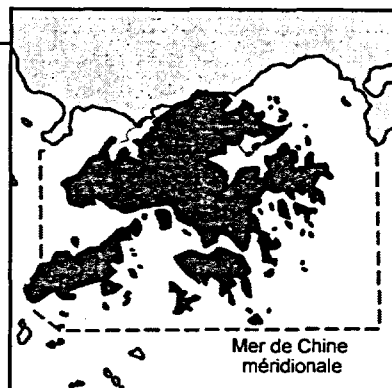
Province de Guangdong (Chine)

Population

6,8 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

1,35 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Région administrative spéciale de Hong Kong, de la République populaire de Chine

Autorité législative

Conseil législatif

Dirigeants

Le président de la République populaire de Chine, M. Jiang Zemin

Le chef de l'exécutif pour la région administrative de Hong Kong sous l'administration spéciale de la République populaire de Chine, M. Tung Chee-Hwa

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La région administrative spéciale de Hong Kong, de la République populaire de Chine, se classe 24^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

158,2 milliards de dollars américains (est. 1999)

Taux d'inflation

- 4 % (1999)

Taux de croissance du PIB

3,1 % (1999)

Taux de chômage

6 % (est. 1999)

PIB par habitant

23 100 \$US (est. 1999)

Principales exportations

Machines électriques, machines, jouets et articles de sport, vêtements tricotés, plastique

Principales importations

Machines électriques, machines, plastique, vêtements tricotés, pierres précieuses et métaux, jouets et articles de sport

Principales exportations vers le Canada

1,45 milliard de dollars (2000), en machines électriques, vêtements, machines, instruments optiques et médicaux, livres, horloges et montres, plastique, jouets, jeux et articles de sport

Principales importations en provenance du Canada

1,5 milliard de dollars (2000), en machines électriques, huiles et corps gras, machines, nickel et articles en nickel, papier et carton, poisson et fruits de mer

Représentant du Canada

M. Anthony Burger, Consul général, Consulat général du Canada
11-14th Floors, Tower I, Exchange Square, Central, Hong Kong

Téléphone : (011-852) 2847-7562; télécopieur : (011-852) 2848-7561; site Web : www.hongkong.gc.ca

Septembre 2001

INDONÉSIE

Capitale : Djakarta .

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 948 742 km²

Langue principale

Bahasa indonésia

Principaux groupes religieux

Musulmans (88 %), chrétiens (8 %), hindous (2 %)

Pays environnants

Australie, Brunéi, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Thaïlande

Population

212,6 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

1,63 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant

Le président Megawati Soekarnoputri

Ministre des Affaires étrangères

M. Hassan Wirajuda

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M^{me} Rini Soewandi

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

L'Indonésie se classe 102^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

28 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

148 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel

4,8 % (2000)

PIB par habitant

696 \$US (2000)

Principales exportations

Pétrole brut et produits pétroliers, textiles et vêtements, bois et produits du bois, gaz naturel, caoutchouc et produits en caoutchouc

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles et lubrifiants, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

890,8 millions de dollars (2000), en vêtements, machines électriques, caoutchouc et produits en caoutchouc, chaussures, machines, chaudières, appareils mécaniques

Principales importations en provenance du Canada

705,1 millions de dollars (2000), en pâtes de bois, céréales, véhicules (non ferroviaires), engrais, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M. Ferry de Kerckhove, Ambassadeur, Ambassade du Canada

WISMA Metropolitan 1, 5th floor, Jalan Jendral Sudirman Kav. 29-31 (P.O. Box 8324/JKS.MP, Jakarta 12084) Jakarta 12920, Indonésie

Téléphone : (011-62-21) 525-0709; télécopieur : (011-62-21) 571-2251; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/jakarta

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
377 835 km²

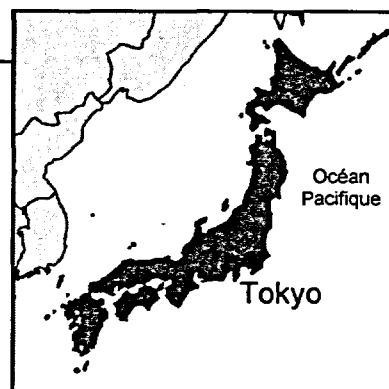
Langue principale
Japonais

Principaux groupes religieux
Shintoïstes et bouddhistes (84 %),
soka gaki et chrétiens (16 %)

Pays environnants
Chine, Corée du Nord, République de Corée, Russie

Population
126,9 millions d'habitants
(est. 2000)

**Taux de croissance
de la population**
0,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Chambre des conseillers
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
L'empereur Akihito
Le premier ministre Junichiro Koizumi

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Makiko Tanaka

Ministre des Finances
M. Masajuro Shiokawa

**Ministre de l'Économie, du Commerce et de
l'Industrie**
M. Takeo Hiranuma

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Japon se classe 9^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal
4,61 billions de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel
1,7 % (2000)

PIB par habitant
37 748 \$US (2000)

Principales exportations
Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques et ordinateurs grand public

Principales importations
Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada
16,6 milliards de dollars (2000), en automobiles et pièces, machines, machines électriques, équipement médical, jouets et équipement sportif, avions et astronefs

Principales importations en provenance du Canada
9 milliards de dollars (2000), en bois d'œuvre et contreplaqués, charbon et combustibles minéraux, oléagineux et céréales, pâte et papier, viande, poisson et fruits de mer

Représentant du Canada

M. Robert G. Wright, Ambassadeur, Ambassade du Canada
7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-6200; télécopieur : (011-81-3) 5412-6247; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka

Septembre 2001

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

329 758 km²

Principales langues

Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux

Musulmans (58 %), bouddhistes et taoïstes (26 %), chrétiens (9 %), hindous (7 %)

Pays environnants

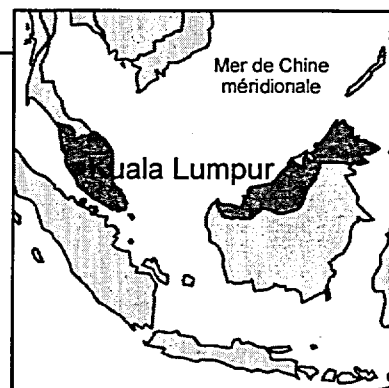
Brunéi, Indonésie, Singapour, Thaïlande, Vietnam

Population

23,3 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants

Souverain : le Yang di-Pertuan Agong XI

Le premier ministre Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères

M. Hamid Albar

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie

M. Rafidah Aziz

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Malaisie se classe 56^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

3,3 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

89,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel

8,5 % (2000)

PIB par habitant

3 833 \$US (2000)

Taux d'inflation

1,5 % (2000)

Taux de chômage

3,1 % (2000)

Principales exportations

Appareils électroniques, machines électriques, pétrole, gros bois d'œuvre et billes, textiles, huile de palme

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits chimiques, aliments, combustibles et lubrifiants

Principales exportations vers le Canada

2,49 milliards de dollars (2000), en machines électriques et pièces, autres machines, chaudières, engins mécaniques, caoutchouc et articles en caoutchouc, meubles, literie, matelas, vêtements tricotés et crochétés

Principales importations en provenance du Canada

406,2 millions de dollars (2000), en engrais, céréales, machines électriques, papier et carton, graines oléagineuses, fruits oléagineux, grains et semences

Représentant du Canada

M^{me} Jean McCloskey, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

Plaza OSK, 7th Floor, 172 Jalan Ampang, P.O. Box 10990, 50732 Kuala Lumpur, Malaisie

Téléphone : (011-60-3) 2718-3350; télécopieur : (011-60-3) 2718-3391; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/kualalumpur

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 972 550 km²

Langue principale

Espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (89 %), protestants (6 %)

Pays environnants

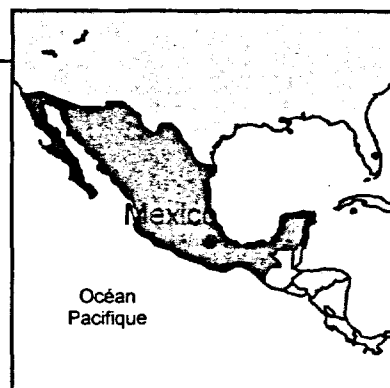
Belize, États-Unis, Guatemala

Population

97,4 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

1,8 % (1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés

Dirigeant

Le président Vicente Fox Quesada

Ministre des Affaires étrangères

M. Jorge G. Castañeda

Ministre de l'Économie

M. Luís Ernesto Derbez

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Mexique se classe 51^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

578,6 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

8,96 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB réel

7,1 % (2000)

Taux de chômage

2,3% (taux officiel, 2000)

PIB par habitant

5 853 \$US (2000)

Principales exportations

Machines électriques, véhicules motorisés, machines, pétrole, produits pétroliers

Principales importations

Machines électriques, machines, véhicules motorisés, plastique, produits en fer et en acier

Principales exportations vers le Canada

12,08 milliards de dollars (2000), en machines électriques, véhicules, machines, meubles et articles de literie, combustibles minéraux et huile minérale, instruments optiques et médicaux, produits en fer et en acier, légumes, vêtements tissés, fruits et noix

Principales importations en provenance du Canada

2,04 milliards de dollars (2000), en véhicules, grains, semences et fruits, céréales, machines, viande, machines électriques, aluminium, produits chimiques, papier et carton, pâte de bois

Représentant du Canada

M. Keith Christie, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Téléphone : (011-52-5) 724-7900; télécopieur : (011-52-5) 724-7980; site Web : www.canada.org.mx

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

270 534 km²

Principales langues

Anglais, maori

Principaux groupes religieux

Anglicans (29 %),
presbytériens (18 %),
catholiques (15 %)

Pays environnant

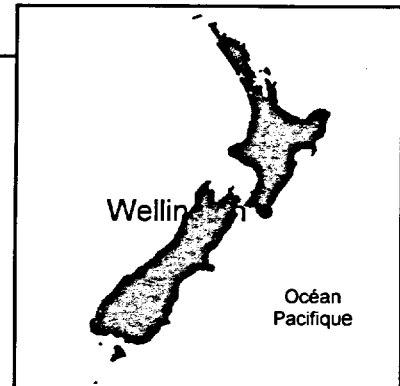
Australie

Population

3,8 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Michael Hardie Boys
La première ministre Helen Clark

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Phil Goff

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Nouvelle-Zélande se classe 19^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

50,1 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

1,3 % (est. 1999)

Taux de croissance du PIB

4,2 % (est. 2000)

Taux de chômage

5,6 % (est. 2000)

PIB par habitant

14 376 \$US (2000)

Principales exportations

Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers, produits chimiques, produits forestiers, biens manufacturés

Principales importations

Pétrole, machines, véhicules motorisés, biens manufacturés, huiles animales et végétales

Principales exportations vers le Canada

519 millions de dollars (2000), en aéronefs, viande, produits laitiers, œufs, miel, fruits et noix comestibles, outils, coutellerie à base métallique

Principales importations en provenance du Canada

191 millions de dollars (2000), en engrais, bois, machines électriques, viande, machines

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

462 840 km²

Principales langues

Anglais, anglais pidgin, motu

Principaux groupes religieux

Croyances indigènes (34 %), catholiques (22 %), luthériens (16 %)

Pays environnant

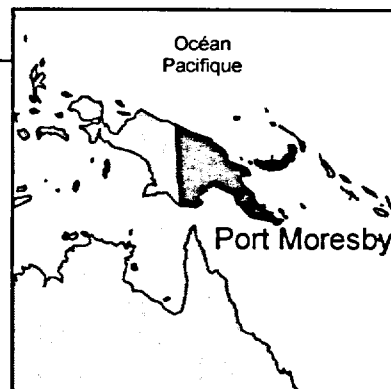
Indonésie

Population

5,1 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

2,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Parlement national; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Silas Atopare

Le premier ministre Mekere Morauta

Ministre des Affaires étrangères

M. John Pundari

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 122^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

930 000 \$ (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3,9 % (est. 1999)

PIB par habitant

946 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Pétrole brut, or, cuivre, café, huile de palme, produits forestiers, huile de coprah, cacao, coprah

Principales importations

Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, animaux vivants, combustibles minéraux et lubrifiants, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

500 000 \$ (2000), en épices, café, thé, machines électriques, poisson et fruits de mer, objets d'art et antiquités, aéronefs

Principales importations en provenance du Canada

2,4 millions de dollars (2000), en machines, boîtes en carton, machines électriques, outils, coutellerie à base métallique, viande

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
a/s du Haut-Commissariat du Canada, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

PÉROU

Capitale : Lima

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 285 215 km²

Principales langues

Espagnol, quechua, aymara

Principal groupe religieux

Catholiques (90 %)

Pays environnants

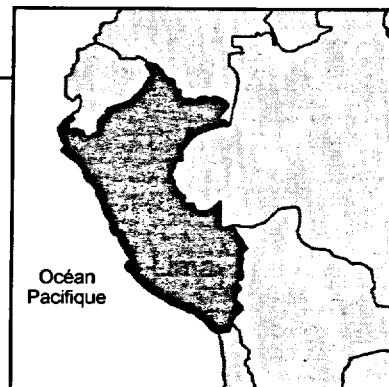
Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur

Population

25,7 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,6 % (est. 1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès constituant démocratique; multipartite

Dirigeant

Le président Alejandro Toledo Manrique

Ministre des Affaires étrangères

M. Diego Garcia-Sayán Larrabure

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Pedro Pablo Kuczynski

Ministre de l'Industrie, du Tourisme, de l'Intégration et du Commerce extérieur

M. Raul Diez Canseco

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Pérou se classe 73^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

17 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB réel

54 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 070 \$US (1999 est.)

Taux d'inflation

3,8 % (est. 2000)

Taux de chômage

7,2 % (1999)

Principales exportations

Cuivre, zinc, farine de poisson, pétrole brut et produits dérivés, plomb, argent affiné, café

Principales importations

Machines, matériel de transport, denrées alimentaires, pétrole, fer et acier, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

188,8 millions de dollars (2000), en minerais (plomb et zinc), aliments pour animaux, café, graisses et huiles, légumes, bonneterie, étain et produits en étain, bois, fruits et noix

Principales importations en provenance du Canada

204,6 millions de dollars (2000), en blé, machines, légumineuses, produits en fer et en acier, minerai de cuivre, machines électriques, matières plastiques, véhicules, viande

Représentant du Canada

M. Hugues Rousseau, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Pérou

Téléphone : (011-51-14) 44 40 15; télécopieur : (011-51-14) 44 43 47; site Web : www.infoexport.gc.ca/pe

PHILIPPINES

Capitale : Manille

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

300 439 km²

Principales langues

Tagalog, anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (83 %), protestants (9 %), musulmans (5 %)

Pays environnants

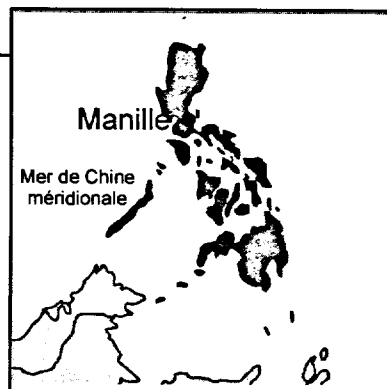
Indonésie, Malaisie, Taipei chinois

Population

78,4 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

2,07 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant

La présidente Gloria Macapagal Arroyo

Secrétaire aux Affaires étrangères

M. Teofisto T. Guingona, Jr.

Secrétaire au Commerce et à l'Industrie

M. Manuel A. Roxas II

Secrétaire aux Finances

M. Alberto G. Romulo

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Les Philippines se classent 70^{es} sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

24,03 millions de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

75,2 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel

3,9 % (2000)

PIB par habitant

959 \$US (2000)

Taux d'inflation

4,3 % (2000)

Taux de chômage

11,1 % (2000)

Principales exportations

Matériel et pièces d'appareils électriques et électroniques, machines et matériel de transport, textiles

Principales importations

Céréales, minerais, articles en métal, machines électriques

Principales exportations vers le Canada

1,4 milliard de dollars (2000), en machines électriques et pièces, machines mécaniques et pièces, vêtements et accessoires, appareils d'optique, horloges, montres et pièces

Principales importations en provenance du Canada

387 millions de dollars (2000), en céréales, machines électriques et pièces, minerais, scories et cendres, bois, chaudières, machines mécaniques et pièces

Représentant du Canada

M. Robert Collette, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 9th and 11th Floors, Allied Bank Centre, 6754 Ayala Avenue (P.O. Box 2168, Makati Central Post Office, 1299 Makati) Makati City, Metro Manille, Philippines

Téléphone : (011-63-2) 867-0001; télécopieur : (011-63-2) 810-8839; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/manila

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Capitale : Séoul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
98 480 km²

Langue principale
Coréen

Principaux groupes religieux
Chrétiens (49 %), bouddhistes (47 %),
confucianistes (3 %)

Pays environnants
Corée du Nord, Japon

Population
47,7 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
0,85 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants
Le président Kim Dae-jung
Le premier ministre Lee Han-dong

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce
M. Han Seung-soo

Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie
M. Chang Che-shik

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La République de Corée se classe 27^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
457,4 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
8,8 % (2000)

PIB par habitant
10 550 \$US (2000)

Principales exportations
Circuits intégrés, automobiles, pièces et machines automatiques de traitement de l'information, pétrole (non brut), navires

Principales importations
Circuits intégrés, gaz naturel, pétrole (non brut), machines automatiques de traitement de l'information et pièces

Principales exportations vers le Canada
5,4 milliards de dollars (2000), en circuits intégrés, automobiles, machines de traitement de l'information, vaisseaux, appareils de transmission

Principales importations en provenance du Canada
2,2 milliards de dollars (2000), en pâte de bois, charbon, aluminium brut, boîtes de changement de vitesse pour véhicules, glycol éthylène

Représentant du Canada

M. Denis Comeau, Ambassadeur, Ambassade du Canada
10th Floor, Kolon Building, 45 Mugyo-Dong, Jung-Ku, Séoul 100-170, République de Corée
Téléphone : (011-82-2) 3455-6000; télécopieur : (011-82-2) 755-0686; site Web : www.coree.gc.ca

Septembre 2001

RUSSIE

Capitale : Moscou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 075 200 km²

Langue principale

Russe

Principaux groupes religieux

Orthodoxes russes, musulmans, juifs, bouddhistes

Pays environnants

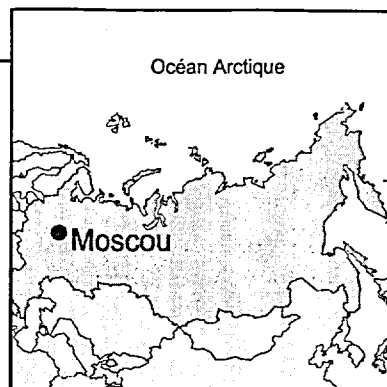
Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, Corée (Nord), Estonie, Finlande, Géorgie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Mongolie, Norvège, Pologne, Ukraine

Population

144,8 millions d'habitants (janvier 2001)

Taux de croissance de la population

- 0,38 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil de la fédération

Chambre basse : Douma d'État; multipartite

Dirigeants

Le président Vladimir Poutine

Le premier ministre Mikhaïl Kasianov

Ministre des Affaires étrangères

M. Igor Ivanov

Ministre des Finances et vice-premier ministre

M. Alexei Koudrine

Ministre du développement économique et du Commerce

M. German Gref

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Russie se classe 55^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

246,7 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

20,2 % (2000)

Taux de croissance du PIB réel

8,3 % (2000)

Taux de chômage

9,6 % (2000)

PIB par habitant

1 672 \$US (2000)

Principales exportations

Produits énergétiques, machines et outillage, minéraux et métaux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations

Machines et outillage, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Principales exportations vers le Canada

666 millions de dollars (2000), en pétrole brut, fer et acier, métaux communs, poisson et fruits de mer, métaux précieux

Principales importations en provenance du Canada

200 millions de dollars (2000), en matériel pétrolier et gazier, produits de construction en vinyle, tabac, produits du porc

Représentant du Canada

M. Rodney Irwin, Ambassadeur, Ambassade du Canada
Starokoniouchni Pereoulouc 23, Moscou 12100, Russie

Téléphone : (011-7-095) 956-6666; télécopieur : (011-7-095) 232-9948; site Web : www.infoexport.gc.ca/ru

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

647,5 km²

Principales langues

Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %), musulmans (15 %), chrétiens (12 %), hindous (4 %)

Pays environnants

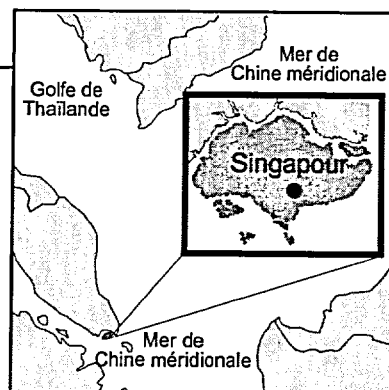
Indonésie, Malaisie

Population

4 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

3,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeants

Le président Sellapan Rama Nathan

Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères

M. Shanmugam Jayakumar

Ministre de l'Industrie et du Commerce

M. George Yon-Boon Yeo

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Singapour se classe 26^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,6 million de dollars (1999-2000)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

94,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel

9,9 % (2000)

PIB par habitant

23 575 \$US (2000)

Taux d'inflation

1,3 % (2000)

Taux de chômage

3,1 % (2000)

Principales exportations

Machines et outillage, produits pétroliers, caoutchouc, biens manufacturés, aliments transformés, huile de noix de coco, huile de palme, coprah

Principales importations

Machines et outillage, combustibles minéraux, produits chimiques, biens manufacturés, aliments

Principales exportations vers le Canada

1,4 milliard de dollars (2000), en chaudières, machines mécaniques, machines électriques, produits chimiques organiques, instruments et équipement d'optique, combustibles minéraux et huile minérale

Principales importations en provenance du Canada

368 millions de dollars (2000), en chaudières, machines mécaniques, machines électriques, nickel, papier et carton, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M^{me} Doreen Steidle, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

80 Anson Road #14-00, Singapour 079907, Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200; télécopieur : (011-65) 325-3294; site Web : www.infoexport.gc.ca/sg

TAIPEI CHINOIS

Capitale : Taipei

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
36 000 km²

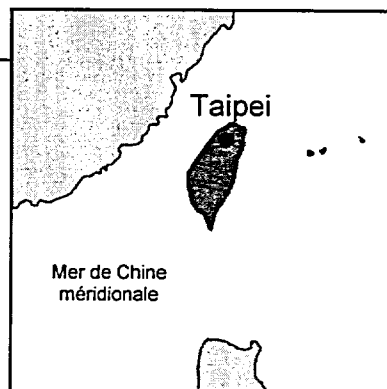
Principales langues
Mandarin, fookien

Principaux groupes religieux
Taoïstes, bouddhistes et confucianistes (93 %), chrétiens (4,5 %)

Pays environnants
Chine, Philippines

Population
22,1 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la population
0,8 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
288,6 milliards de dollars américains (1999)

Taux d'inflation
0,2 % (1999)

Taux de croissance du PIB
5,7 % (1999)

Taux de chômage
2,9 % (1999)

PIB par habitant
13 100 \$US (1999)

Principales exportations
Machines, textiles, métaux, denrées alimentaires, bois

Principales importations
Machines, métaux, produits chimiques, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada
4,5 milliards de dollars (1999), en machines, matériel électrique, produits en fer et en acier, véhicules (non ferroviaires), meubles et articles de literie

Principales importations en provenance du Canada
1,14 milliard de dollars (1999), en pâte de bois, machines électriques, produits chimiques organiques, combustibles minéraux, bois

Bureau commercial du Canada

M. Ted Lipman, Directeur, Bureau commercial du Canada à Taipei
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor, Taipei 10483, Taipei chinois

Téléphone : (011-886-2) 2544-3000; télécopieur : (011-886-2) 2544-3597; site Web : www.canada.org.tw

THAÏLANDE

Capitale : Bangkok

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
513 115 km²

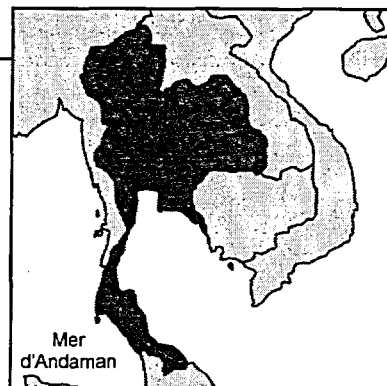
Principales langues
Thaï, chinois

Principal groupe religieux
Bouddhistes (95 %)

Pays environnants
Cambodge, Laos, Malaisie, Myanmar

Population
62,3 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
0,93 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX)
Le premier ministre Thaksin Shinawatra

Ministre des Affaires étrangères
M. Surakiat Sathirathai

Ministre du Commerce
M. Adisai Bodharamik

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La Thaïlande se classe 66^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
3 millions de dollars (1999-2000, décaissement bilatéral)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
119,2 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel
4,3 % (2000)

PIB par habitant
1 913 \$US (2000)

Principales exportations
Textiles et vêtements, ordinateurs et pièces, appareils électriques, riz

Principales importations
Machines électriques et non électriques, combustibles et lubrifiants, véhicules et pièces

Principales exportations vers le Canada
1,67 milliard de dollars (2000), en machines électriques, chaudières, machines mécaniques, poisson et crustacés, vêtements, préparations de viande

Principales importations en provenance du Canada
370,4 millions de dollars (2000), en pâte de bois, céréales, engrais, poisson et crustacés, sel, soufre

Représentant du Canada

M. Andrew McAlister, Ambassadeur désigné, Ambassade du Canada

15th Floor, Abdulrahim Place, 990 Rama IV Road, Bangrak, Bangkok 10500, Thaïlande

Téléphone : (011-66-2) 636-0540; télécopieur : (011-66-2) 636-0565; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok

Septembre 2001

VIETNAM

Capitale : Hanoi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
331 700 km²

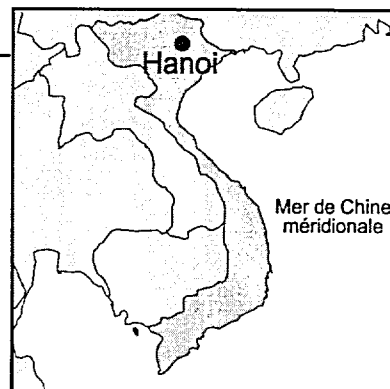
Langue principale
Vietnamien

Principaux groupes religieux
Bouddhistes, taoïstes, catholiques,
croyances indigènes, musulmans,
protestants, cao daïstes, hoa haoïstes

Pays environnants
Cambodge, Chine, Laos

Population
77,5 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
1,49 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale

Dirigeants
Le président Tran Duc Luong
Le premier ministre Phan Van Khai

Ministre des Affaires étrangères
M. Nguyen Dy Nien

Ministre du Commerce
M. Vu Khoan

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Vietnam se classe 101^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
31,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB réel
6,7 % (2000)

PIB par habitant
404 \$US (2000)

Principales exportations
Pétrole brut, produits de la mer, riz, café, caoutchouc, thé, vêtements, chaussures

Principales importations
Machines et équipement, produits pétroliers, engrais, produits en acier, coton, grains, ciment, motocyclettes

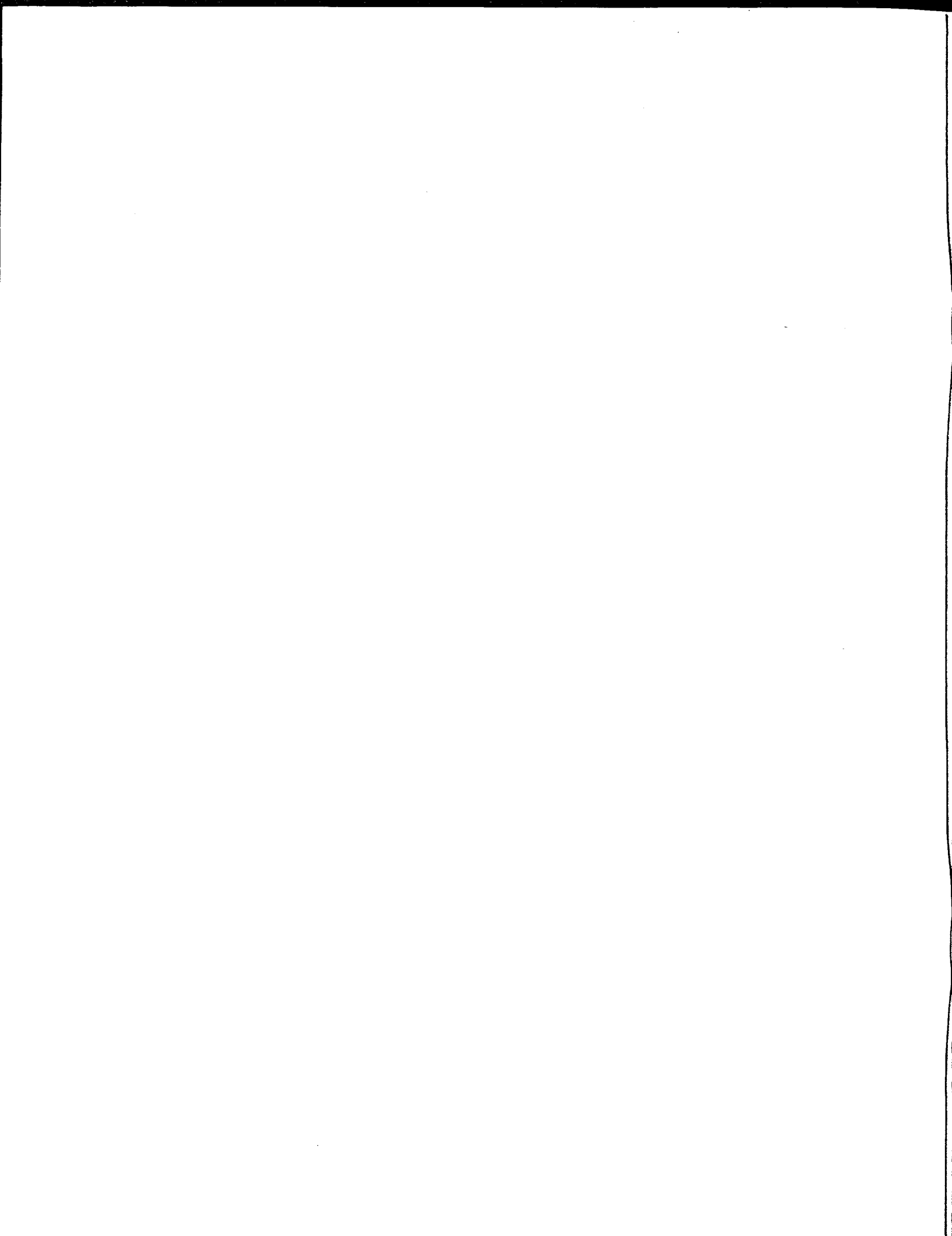
Principales exportations vers le Canada
211,1 millions de dollars (2000), en chaussures, vêtements, café, thé, maté et épices, poissons et crustacés, produits en cuir

Principales importations en provenance du Canada
50,7 millions de dollars (2000), en engrais, instruments et appareils optiques et photographiques, fibres synthétiques ou artificielles, pâte de bois, graisses et huiles

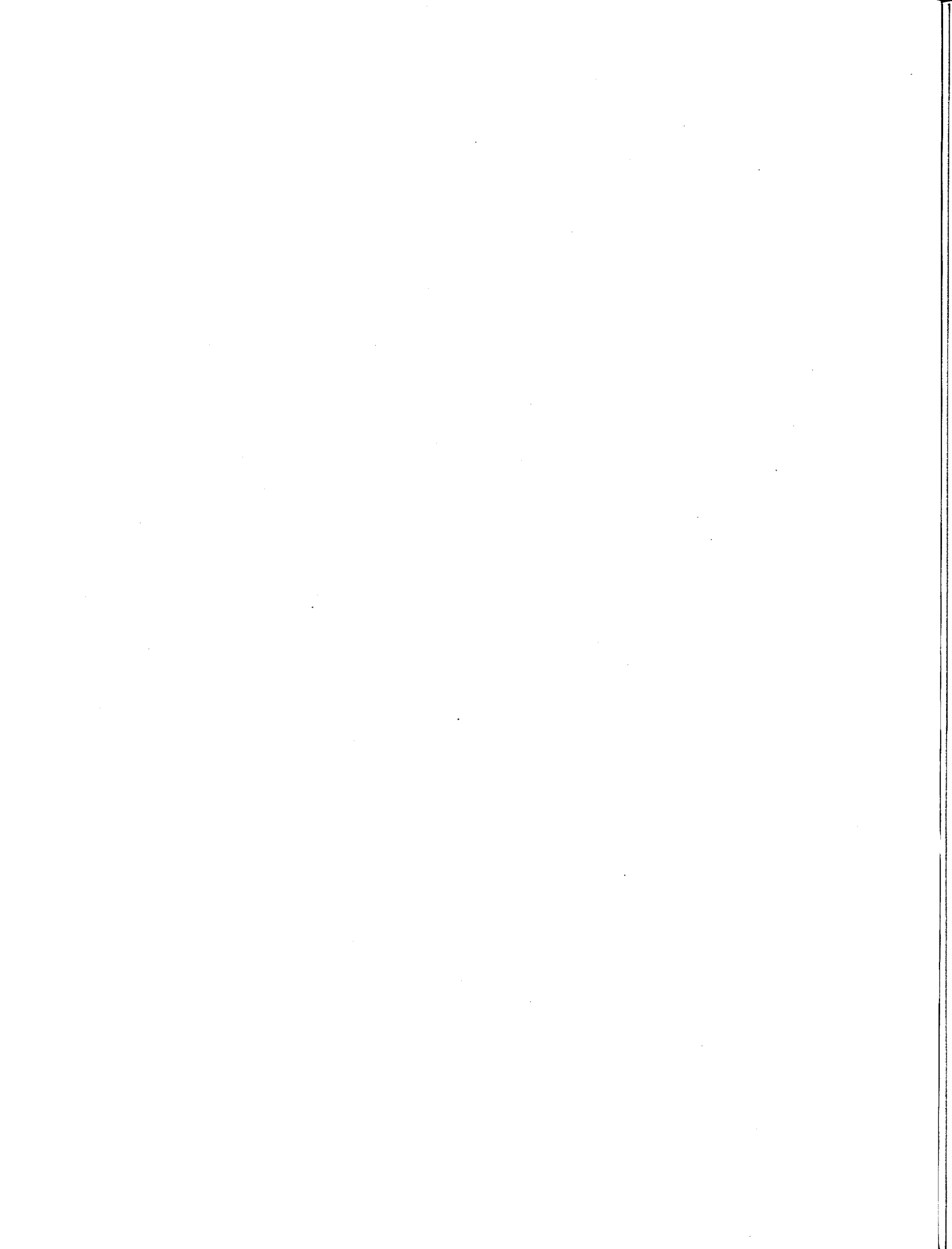
Représentant du Canada

M^{me} Cécile Latour, Ambassadrice, Ambassade du Canada
31, rue Huong Vuong, Hanoi, Vietnam

Téléphone : (011 84 4) 823-5500; télécopieur : (011 84 4) 823-5351; site Web : www.infoexport.gc.ca/vn



Notices biographiques



Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew

M. Pierre Pettigrew est né à Québec le 18 avril 1951. Il a obtenu un baccalauréat en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1972 et une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Oxford en 1976.

De 1976 à 1978, M. Pettigrew a été directeur de la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN à Bruxelles. Il a été adjoint exécutif du chef du Parti libéral du Québec de 1978 à 1981, puis conseiller en politique étrangère du premier ministre du Canada de 1981 à 1984.

M. Pettigrew a été, de 1985 à 1995, vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche International (Montréal) où il a réalisé des études économiques sur les effets de la mondialisation sur divers secteurs industriels. En 1994, il a coprésidé le premier Forum national sur les relations internationales du Canada.

M. Pettigrew est le député libéral de la circonscription de Papineau-Saint-Denis, au Québec, s'étant fait élire à la Chambre des communes en 1996, en 1997 et en novembre 2000.

M. Pettigrew a été nommé au Cabinet fédéral en 1996 comme ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie. Il a ensuite servi en qualité de ministre du Développement des ressources humaines.

M. Pettigrew a été nommé ministre du Commerce international en 1999.

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Rey Pagtakhan

M. Rey Pagtakhan est né le 7 janvier 1935 à Manille (Philippines). Diplômé de l'Université des Philippines, il a en outre fait des études supérieures à l'Université du Manitoba et au Washington University Medical Center.

Médecin et professeur de pédiatrie et de santé de l'enfant, M. Pagtakhan est spécialiste des maladies pulmonaires. Il a dirigé le Centre de fibrose kystique du Manitoba et a été président de la Société des pédiatres de cette province.

Ancien président du United Council of Filipino Associations in Canada, il a été vice-président, puis président, du conseil d'administration du Conseil ethnoculturel du Canada.

M. Pagtakhan a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1988 sous la bannière du Parti libéral du Canada, pour représenter le comté de Winnipeg-Nord-St. Paul (Manitoba). Il a été réélu en 1993, en 1997 et en 2000.

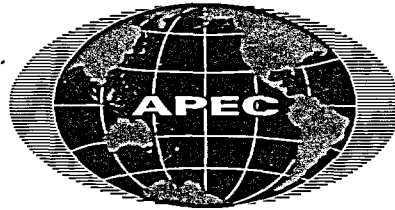
Entre 1996 et 1998, M. Pagtakhan a été secrétaire parlementaire du premier ministre. Le 9 janvier 2001, il a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique).

M. Pagtakhan et sa femme, Gloria, ont quatre enfants.

Notes

doc
CA1
EA
2001N31
EXF

.b3556384 (E)
.b3556396 (F)



China 2001

Ninth APEC Economic Leaders' Meeting

**Shanghai, China
October 20–21, 2001**

Background Information

Canada



Chine 2001

Ninth APEC Economic Leaders' Meeting

Shanghai, China
October 20-21, 2001

Background Information

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JAN 3 2002

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

Canada

62-748112 (e) 63556384
62-748198 (e) 63556396

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Themes of the Ninth APEC Economic Leaders' Meeting 3
- Canada's Priorities for APEC in 2001 4
- APEC Overview 6
- Leaders' Declaration, 2000 9

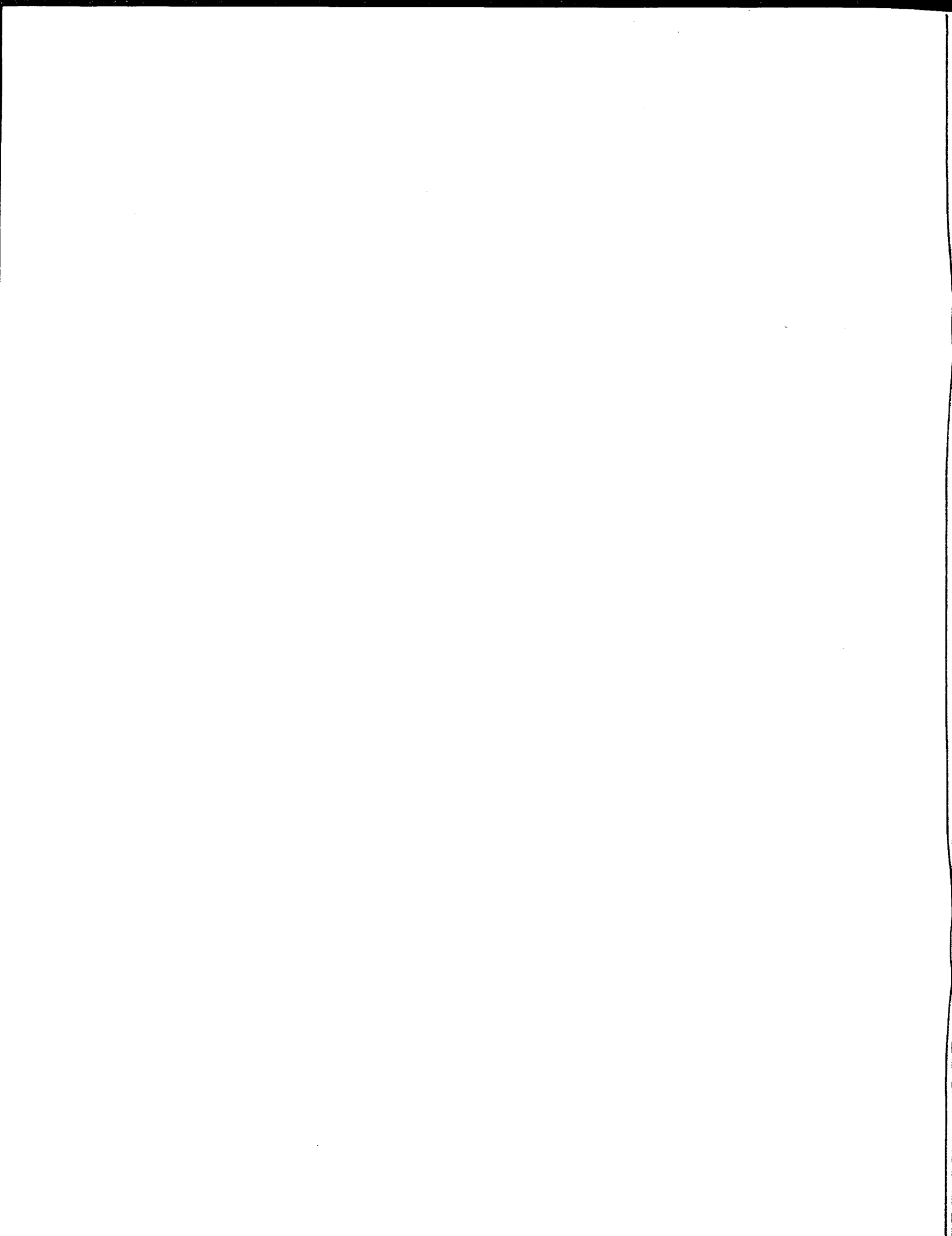
Fact Sheets

- Australia 23
- Brunei 24
- Canada 25
- Chile 26
- China 27
- Hong Kong, China 28
- Indonesia 29
- Japan 30
- Malaysia 31
- Mexico 32
- New Zealand 33
- Papua New Guinea 34
- Peru 35
- Philippines 36
- Republic of Korea 37
- Russia 38
- Singapore 39
- Chinese Taipei 40
- Thailand 41
- United States 42
- Vietnam 43

Biographies

- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 47
- Pierre Pettigrew, Minister for International Trade 48
- Rey Pagtakhan, Secretary of State (Asia-Pacific) 49

General Information



Themes of the Ninth APEC Economic Leaders' Meeting

Leaders from 21 Pacific Rim economies will meet in Shanghai, China, Oct. 20–21, 2001, for the ninth Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) Economic Leaders' Meeting. The stability and growth of the Asia–Pacific region is of vital importance to the world economy and to Canada. Leaders will gather to exchange views on the economic challenges facing the region and to provide direction to APEC's wide-ranging activities in support of trade and investment liberalization and sustainable long-term growth and prosperity.

APEC provides its members with a valuable forum for managing the diverse challenges presented by globalization and the new forms of international trade. This year, China has chosen Meeting New Challenges in the New Century: Achieving Common Prosperity through Participation and Co-operation as its overall theme for APEC. Three sub-themes have also been identified:

- **Sharing the Benefits of Globalization and the New Economy** — building on APEC's existing economic and technical co-operation agenda and doing more work on digital opportunities. This sub-theme also includes corporate governance and strengthening human resources development in APEC.
- **Advancing Trade and Investment** — maintaining momentum toward the Bogor goals through trade facilitation, improving the regional investment environment, and supporting the early launch of a new round of World Trade Organization negotiations on the basis of a balanced agenda.
- **Promoting Sustained Economic Growth** — enhancing co-operation on training in the financial sector, maintaining a macroeconomic policy dialogue, and encouraging structural reforms for the development of more competitive industries.

In advance of the leaders' meeting, APEC ministers responsible for trade and foreign affairs will meet Oct. 17–18, also in Shanghai.

Canada's Priorities for APEC in 2001

Through APEC, Canada promotes greater economic and social co-operation in the Asia-Pacific region. Over the past years, Canada was involved in trade liberalization and facilitation initiatives within APEC member economies — such as the modernization of customs, standards and regulatory measures. These projects aim to sustain economic growth and development in the region as well as expand opportunities for Canadian business. Canada has also been promoting ways in which APEC can become a key player in world trade negotiations and in the World Trade Organization process. At their 2000 meeting in Brunei, Canada and leaders and ministers of other member economies acknowledged the need for APEC to respond to the emergence of the new economy. Canadian priorities for APEC in 2001 focus on five key elements:

- Canada fully supports an APEC capacity-building initiative aimed at strengthening APEC developing economies' ability to implement their WTO obligations and to participate more fully in the multilateral trading system. Canada is co-chairing with Japan the APEC Group on WTO Capacity Building. Under this initiative, a number of APEC developed economies will provide assistance to APEC developing economies.
- Canada believes that APEC can play a meaningful role in building support for a new multilateral round of trade negotiations, given the collective weight of its members in global trade and world gross domestic product. Canada intends to promote APEC as a strong and useful forum within the multilateral trading system.
- Canada is largely focusing its efforts in APEC on the area of trade facilitation. There is potential within APEC for further lowering the cost of doing business in the region by removing impediments in areas such as customs, standards, and business mobility.
- Canada strongly supports a multifaceted response to the Action Agenda for the New Economy adopted by leaders in 2000 in Brunei. This involves developing the analysis of policies most conducive to success, strengthening economic and technical co-operation aimed at building human capacity for the new economy, and promoting the development of e-commerce and the avoidance of trade policy impediments. Canada also supported an APEC young entrepreneurs' forum on the new economy, which took place in Beijing and Shanghai in July 2001.

- Canada is continuing to work toward greater openness and transparency within APEC. Canada has been a leader in promoting the wider engagement of non-governmental groups and institutions in ongoing APEC work. Connecting APEC on a more routine basis with other international economic institutions, academia, business, and voluntary non-governmental groups will help APEC to produce high quality policy research.

Lacking a large professional secretariat, APEC must reach out beyond the limited internal resources of member governments and bring in outside expertise. Building a larger constituency base will also help to strengthen support for the institution over the long term.

APEC Overview

The Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) forum was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal ministerial dialogue group with 12 members, APEC has become the main forum in the Asia–Pacific region for promoting freer trade and investment and for co-operating on economic growth and development.

APEC now includes all the major economies of the region. Its 21 member economies are home to 2.5 billion people. APEC's combined gross domestic product was over \$18 trillion US in 1999, and it accounts for over 47 per cent of world trade.

APEC's 21 members are: Australia; Brunei; Canada; Chile; China; Hong Kong, China; Indonesia; Japan; Republic of Korea; Malaysia; Mexico; New Zealand; Papua New Guinea; Peru; Philippines; Russia; Singapore; Chinese Taipei; Thailand; the United States; and Vietnam.

Annual meetings of ministers and leaders concentrate on a results-oriented dialogue on trade and investment liberalization and facilitation and economic and technical co-operation.

The first APEC economic leaders' meeting in 1993, at Blake Island near Seattle, adopted an economic vision statement aimed at achieving stability, security and prosperity for the people of the Asia–Pacific region.

In 1994, the second APEC economic leaders' meeting, in Bogor, Indonesia, resulted in the Bogor Declaration. It called for free and open trade and investment in the Asia–Pacific region by 2010 for industrialized economies and 2020 for developing economies. This would be done through trade and investment liberalization and facilitation, along with economic and technical co-operation.

In 1995, the third APEC economic leaders' meeting, held in Osaka, Japan, resulted in the Osaka Action Agenda. A blueprint for implementing the Bogor Declaration, the Osaka agenda identified areas where APEC members would reduce barriers to trade and investment on both an individual and a collective basis. As a result, each member has developed an individual action plan outlining its commitments.

In 1996, at the fourth APEC economic leaders' meeting, in Manila, Philippines, leaders endorsed the Manila Action Plan for APEC. This plan included the individual action plans of all members, specifying what measures they would take in 15 specific areas such as tariffs, non-tariff measures, services, government procurement, investment standards, and intellectual property rights.

In Manila, leaders also endorsed the Ministerial Framework for Economic Co-operation and Development, which outlined six priorities for APEC's economic and technical co-operation agenda: developing human resources through training, education and skills development; fostering safe and efficient capital markets; strengthening economic infrastructure; harnessing technologies of the future; promoting environmentally sound growth; and encouraging the growth of small and medium enterprises. Leaders also directed that APEC's activities have a greater focus on people-to-people links, including women, academics, small business and youth.

The fifth APEC economic leaders' meeting was held in Vancouver in 1997. Leaders called for a vision for the 21st century that would connect the APEC community through infrastructure, electronic commerce, science and technology, sustainable development, climate change and emergency preparedness. As well, people of Asia-Pacific would be connected through APEC's dialogue with all sectors of society. Leaders endorsed the Vancouver Framework for Enhanced Public-Private Partnership for Infrastructure Development.

APEC leaders also agreed in Vancouver to accelerate trade liberalization in 15 sectors: energy, environmental goods and services, fish and fish products, forest products, medical equipment and instruments, toys, gems and jewelry, chemicals, telecommunications, rubber, fertilizers, automotive, food, oil seeds, and civil aircraft.

The sixth APEC economic leaders' meeting, held in Kuala Lumpur, Malaysia, in 1998, focused on reaffirming confidence in the strong economic fundamentals and prospects for recovery in the region following the Asian financial crisis. Leaders agreed to a co-operative growth strategy to address the financial crisis. They pledged efforts to strengthen social safety nets, financial systems, trade and investment flows, the scientific and technological base, the development of human resources, the economic infrastructure, and business and commercial links.

The seventh APEC economic leaders' meeting was held in Auckland, New Zealand, in 1999. The leaders recommended strengthening the international financial architecture and its supervision domestically and agreed to support a new round of World Trade Organization discussions. The leaders also endorsed the Principles to Enhance Competition Policy and Regulatory Reform and adopted the Framework for the Integration of Women in APEC. They called for a strengthening of the work being done on trade facilitation.

The eighth APEC economic leaders' meeting was held in Bandar Seri Begawan, Brunei, in 2000. Its four themes were managing globalization, creating new opportunities, strengthening the multilateral trading system, and making APEC matter more. Leaders adopted ambitious "connectedness" objectives, to enable

people in all APEC economies to have individual or community-based Internet access by 2010. They also adopted the APEC Action Agenda for the New Economy.

Structure

The chair of APEC rotates yearly among its members. The APEC chair hosts the annual meetings of ministers and, since 1993, of leaders. Senior officials meet throughout the year to develop recommendations and to ensure followup. They also oversee APEC's committees and working groups.

APEC has three main committees: the Committee on Trade and Investment, the Economic Committee, and the Budget and Management Committee. A senior officials' subcommittee is responsible for overseeing the economic and technical co-operation work program. APEC also has nine sectoral working groups that promote practical co-operation among members in areas such as transportation, fisheries, energy, trade promotion, telecommunications and human resources development. In addition, various short-term groups and task forces address more specific issues, such as agricultural technical co-operation, small and medium-size enterprises, e-commerce, and gender issues.

To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. Its staff of 40 professionals provides direct administrative and co-ordination support for all APEC forums. The secretariat also administers the APEC central fund, which supports projects approved by ministers and leaders.

In 1995, APEC leaders created the APEC Business Advisory Council in order to have a direct channel for advice. Canada has three representatives on this council, which meets once a year with leaders to discuss its recommendations.

Leaders' Declaration, 2000

APEC Economic Leaders' Declaration:

Delivering to the Community

Bandar Seri Begawan, Brunei Darussalam 16 November, 2000

1. We, the Economic Leaders of APEC, meeting in Bandar Seri Begawan to consider the challenges of the new millennium, reaffirm our confidence in the APEC vision of a community of open and interdependent economies as the means to strengthen our ability to grow together in the global market and deliver prosperity to our people.
2. We renew our determination to bring this vision into reality through our shared commitment to the Bogor goals of free and open trade and investment and through our wide-ranging cooperation in building the capacity of our people, our institutions, our infrastructure and our markets according to the action agenda we agreed in Osaka.
3. We remain committed to the vision because we have seen how open economic policies pursued by the economies of our region have been the driving force in delivering impressive growth over two decades. This growth has resulted in rising incomes, more opportunity, better education and a higher standard of health for our people.
4. While the economic crisis was a setback in a decade of progress in APEC, we have not allowed this to deter us from building upon the policies which have given us rapid and stable economic growth. We are encouraged by the improvement in economic and social conditions in the economies affected by the crisis and by the signs of a return to strong economic growth in the regional economy as a whole.
5. We note though the risks to the world economy posed by volatility in the oil market. We call for appropriate measures to promote stability in the mutual interests of consumers and producers. We welcome the efforts made this year by APEC members to balance oil markets and note the many ongoing cooperation activities within APEC which will help reduce vulnerability and promote market stability.
6. We are determined not to be complacent in any of our efforts for continued improvements to growth because we know that the same policies which are consolidating the recovery will also enable us to integrate more confidently into the global economy.

Managing Globalisation

7. As we view the options ahead, we are convinced that the movement towards global integration holds the greatest opportunity to deliver higher living standards and social well-being for our communities. We acknowledge that meeting the wide range of social and economic challenges that globalisation poses will not always be easy.
8. We understand that in all our economies there are people who have yet to gain the benefits of economic growth, especially in rural and provincial communities. We also appreciate that the many people who have been hard hit by the economic crisis have had their faith in openness severely tested. As Leaders, bound by a sense of shared prosperity and a mutual understanding of the difficulties in each of our economies, we resolve to address the wide disparities in wealth and knowledge and bring the benefits of globalisation to all our people. APEC's economic and technical cooperation programs are already making a positive contribution to this process but we believe they can be strengthened. We therefore ask our Ministers and officials to ensure that the cooperation agenda is clearly targeted and more focused to achieve practical outcomes which will help our economies build the necessary capacity.
9. We resolve as well to continue our work in international forums to help shape the global economy and provide a more secure and stable financial environment for both developed and developing economies. Important lessons have been drawn from the crisis of 1997-98. This understanding of the need for the right preventive practices to reduce the risks of financial panic has been the focus of the international community's response. We welcome the efforts of the G-20, the Financial Stability Forum, the international financial institutions and other fora to strengthen international financial architecture. These efforts include improving international surveillance, strengthening regulatory and supervisory frameworks, and appropriately involving private creditors in crisis resolution. They also involve cooperative financing arrangements at the regional level that complement IMF resources and reforms to the international financial institutions including the review of quota/share allocation. We also thank ABAC for the extensive recommendations it has made on implementation of these issues and ask that our Finance Ministers examine them in the coming year.
10. Our ability to reap the benefits of globalisation will depend on the capacity of our economies and our people to cope with ongoing change. The crisis has already taught us much about the need for continuing structural reform

and market opening, and the importance of implementing sound economic policies. In particular, it has alerted us to the importance of facilitating inevitable structural adjustments to take up new opportunities and to the heavy costs of avoiding adjustment.

11. To better prepare ourselves for the future, we instruct all our Ministers to make renewed efforts in APEC work on developing strategies to manage the required structural adjustments more effectively. We ask them to include in this, ways to look after those disadvantaged by economic change including through continued work on social safety nets. We also ask them to include ways to develop systems of good governance and robust institutional frameworks for the financial and corporate sectors.
12. We note the importance our Finance Ministers have placed on building capacity in these areas. We welcome their progress and further extension of work in a wide range of programs, including skills development of financial regulators and insurance regulators, and insolvency law reform and financial disclosure. We encourage Finance Ministers to continue to share experiences and expertise on key issues like privatisation and managing bank failures as well as strengthening social safety nets to deepen the region's understanding of how markets and institutions can be strengthened to face ongoing change.

Creating New Opportunities

13. There is no doubt that the revolution in information and communication technology is dramatically boosting the development of a global economy. It carries with it unprecedented opportunities in a new style of economy with new forms of markets, higher levels of productivity and new demands for knowledge, entrepreneurship and innovation.
14. We are encouraged that businesses and individuals even in traditional sectors can also benefit from the new economy as the use of technology becomes more widespread within each economy and throughout the region. However, we realise that the technology and the benefits it can bring have not yet reached millions of our people.
15. Our vision is to prepare each of our economies and all of our people to use the technology revolution as a passport to the fruits of globalisation. We announce today new strategies which we believe will profoundly improve the livelihood of our community in the years ahead. We commit to develop and implement a policy framework which will enable the people of urban,

provincial and rural communities in every economy to have individual or community-based access to information and services offered via the Internet by 2010. As a first step toward this goal we aim to triple the number of people within the region with individual and community-based access by 2005.

16. Governments alone cannot achieve this vision. We recognise that it will require massive infrastructure development and human capacity building, and technologies which are only now in their formative stages. It will require a regime of outward-looking and market-oriented policies which can attract business investment and the cooperation and skills of our universities, training and research institutions, colleges and schools. We also recognise that the pace of development and implementation of the appropriate policy framework will vary in each economy because of the diversity among members and the widely different levels at which information and communication technology is now integrated.
17. We commit to working in partnership with the widest spectrum of the business community and those in education and training throughout the region to develop the policies which can make it happen. As a first step toward building this partnership and setting the agenda ahead, Brunei Darussalam and the People's Republic of China will jointly host a high-level APEC meeting of business, government, trainers and educators in China in 2001. We believe the outcome of this meeting will provide useful views for APEC Ministers and APEC fora.
18. Today, we also launch a wide-ranging Action Agenda for the new economy that outlines programs that will help our economies use advances in information technology to boost productivity and stimulate growth and extend services to the whole community. The Action Agenda includes ways to promote the right policy environment and build capacity to help create a framework to strengthen markets, electronic commerce, infrastructure, knowledge and skills development and provide affordable and more efficient access to communications and the Internet. We recognise that this is only a start and we instruct all our Ministers and officials to develop this program further in 2001. We urge wide consultation and interaction with stakeholders in business and human capacity building as partners in our vision. We welcome ABAC's contribution to these issues this year and encourage them to continue that cooperation.
19. We note that APEC has already made significant progress in strengthening markets, developing human resources and promoting the development of small and medium enterprises to support the development of the new economy. We are particularly encouraged to see early success in the APEC

E-Commerce Readiness Initiative where, in partnership with the business community, APEC has established global leadership in enabling economies to assess and improve their readiness for the new economy.

20. We welcome the comprehensive package announced by Japan before the Kyushu-Okinawa G8 Summit, to provide about US\$15 billion for addressing the international digital divide, noting that a significant proportion will be mobilised in the APEC economies.
21. We place particular emphasis on preparing our young people for the challenges ahead and agree that information technology should be a core competency for learning and teaching. We support APEC programs to enhance the quality of teachers and build sound education management through a process of cooperation in education in the region and commend the Association of Pacific Rim Universities and other organisations for their initiatives to develop distance learning capacity within the region. The new information and communication technology also enables important networks to be developed to extend health and medical services to the wider community and to address basic health issues. We commend the progress already made in strengthening disease information networks. We commit to fighting HIV/AIDS and other infectious diseases and call on the relevant authorities to report in the next year on a strategy which can be used in APEC to more effectively meet these disease challenges.

Strengthening the Multilateral Trading System

22. In this era of globalisation, a fair and rules-based multilateral trading system is even more crucial to our success and prosperity. The system should respond to the challenge of the 21st century.
23. We reiterate that there is a need to expeditiously launch a new WTO round for the benefit of all WTO members, particularly least-developed and developing economies. We agree that a balanced and sufficiently broad-based agenda that responds to the interests and concerns of all WTO members should be formulated and finalised as soon as possible in 2001 and that a round be launched in 2001. The elements and objectives we agreed in Auckland remain relevant.
24. We instruct our Ministers to make meaningful progress in the agriculture and services negotiations now underway. We also instruct them to continue the preparatory work on industrial tariffs and other related areas, as part of the preparation for a new round, without prejudice to the overall agenda for negotiations. We reaffirm our commitment to the moratorium on the imposition of customs duties on electronic transmissions until the next WTO Ministerial Meeting and we acknowledge the importance of

avoiding unnecessary measures restricting use and development of electronic commerce. We endorse our Ministers' call for the establishment of an ad hoc analytical task force in the WTO which would examine how WTO rules are relevant to the evolution of electronic commerce.

25. We commend the confidence-building measures adopted in the WTO, including those on market access for least-developed economies and those addressing concerns over aspects of the implementation of WTO agreements. We urge effective implementation and the participation of more economies in the least-developed economies market access initiative.
26. To increase momentum toward the launch of a new round, we welcome the progress made to develop the strategic APEC plan on building capacity to implement WTO agreements. We endorse the strategic plan as it has been laid out and support decisions by Ministers for its early implementation.
27. We welcome the substantial progress that has been made over the past year in the WTO accession negotiations for China and urge rapid completion of these negotiations so that China can join as soon as possible. We also support rapid accession to the WTO by Chinese Taipei and the advancement of the accession processes of Russia and Vietnam.
28. We note the recent developments in regional trading arrangements in the Asia Pacific. We agree that regional and bilateral trade agreements should serve as building blocks for multilateral liberalisation in the WTO. We therefore affirm that the existing and emerging regional trading agreements should be consistent with WTO rules and disciplines. We also believe that these arrangements should be in line with APEC architecture and supportive of APEC's goals and principles.

Making APEC Matter More

29. The people of the region are APEC's most valuable asset. We continue to believe that APEC must be a process which is open and transparent and which draws on the talents and creativity of our people. We strongly encourage the continued engagement and outreach APEC has developed with our community and seek to develop partnerships with groups which share, and will add impetus to, our goals.
30. We are pleased to note the increasing participation of women in APEC programs and the efforts to ensure that their participation is further facilitated and increased.

31. Although much of APEC's work is investment in the future, we are pleased that people are already gaining tangible and direct benefits from our earlier programs. We are also encouraged by new programs which are targeted toward improving access to information, the mobility of people and the flow of goods, services and investment within the region.
32. Our Individual Action Plans remain the most important mechanism for laying out our individual paths toward the Bogor goals of free and open trade and investment. We want to ensure that action plans are transparent, comprehensive and specific, and effectively communicated to business and the wider community. We therefore instruct Ministers to ensure that the new e-IAP system released this year is fully utilised and operational in 2001 and updated and improved as an electronic tool in future years.
33. We encourage the business community to utilise our new BizAPEC Web site as a tool for seeking new opportunities within the region and to facilitate their trade and commerce. We ask our officials to make this a dynamic centre of information and reflective of the ongoing interests of business. This initiative, along with others implemented by APEC, can facilitate small and medium enterprises in their efforts to build strategic alliances and take up the advantages of international trade and investment.
34. We believe the APEC Ecotech Clearing House Web site is an important addition to our electronic interaction with the community by providing a transparent and ready mechanism to show the effectiveness of our extensive program of economic and technical cooperation.
35. We continue to place the highest priority on facilitating the flow of goods and services and to reducing the cost of international transactions for the benefit of business and the consuming public. We know that progress in this area has particular benefit for small and medium enterprises. We instruct our Ministers to continue work on simplifying and harmonising our customs procedures and standards and conformance as two priority areas highlighted by ABAC and our business community. To provide a stronger basis for the future work on improving facilitation, we urge intensive efforts by Ministers and officials to produce a set of principles on trade facilitation in 2001 and ask them to address trade facilitation in an integrated way so as to help lower the cost of doing business in the region.
36. The future lies in our youth. The investments we make in encouraging them to cherish the region's rich cultural diversity, and in the development of their knowledge and skills, will to a large degree determine the future course of globalisation. We welcome the wide-ranging programs offered by several economies promoting the interaction of youth this year and we strongly encourage these activities to continue in order to build a greater sense of community within the Asia Pacific.

37. We attach to our Declaration a range of additional Directives to Ministers and officials and an annex which outlines our Action Agenda for the New Economy.

Annex 1

Action Agenda for the New Economy

We have laid out in Brunei Darussalam a vision to capture the full economic and social benefits of the emerging new economy.

APEC has taken a number of actions to move forward on the New Economy including on E-Commerce Readiness Assessment, paperless trading, electronic Individual Action Plans, and capacity building of institutions and human capital in areas related to e-commerce.

To build on that beginning and to achieve our vision, we outline the following action agenda which aims to promote the right policy environment and to build capacity.

We recognise that this is only a start and that it will require cooperation and partnership among APEC economies, and among business, government and the widest spectrum of the community.

We instruct our Ministers to develop and expand this agenda, in consultation and engagement with the stakeholders, in order to:

- strengthen our market structures and institutions to enable new and existing forms of trade and investment in goods and services to flourish in the new environment;
- develop a conducive policy environment for investment in infrastructure and the development of technology; and
- induce innovation and entrepreneurship and build human capacity and knowledge through comprehensive and high-quality education, training and skills development programs:

Create an environment for strengthening of market structures and institutions

- Strengthen financial markets and supervisory and regulatory frameworks to improve capacity to provide capital to the most dynamic companies;
- Continue work towards pro-competitive and market-based policy frameworks for liberalisation in trade in telecommunications and IT services;

- Continue improving upon the electronic individual action plans (e-IAPs), a transparent and user-friendly way to record our economies' progress towards liberalisation;
- Intensify cooperation between governments and the business sectors to work towards affordable quality access to telecommunications services and the Internet for all our communities.

Create an environment for infrastructure investment, technology development, entrepreneurship

- Develop the agreed work program leading to favorable as well as compatible legal and regulatory frameworks for consumer protection, electronic transactions documents and signatures across APEC;
- Continue work to ensure that SMEs are able to make full use of ICT in all aspects of trade and business;
- Use the results of the APEC E-Commerce Readiness Assessments for APEC Economies to further explore collective and individual actions, including by implementing the follow-on "Readiness Evaluation Action Partnerships" showcasing practical actions to remove roadblocks to participation in electronic trade;
- Continue work through appropriate fora in areas such as consumer protection, customs procedures, transport services, standards and conformance, and business mobility;
- Improve upon the newly-launched BizApec.com to ensure that it remains a useful, relevant and dynamic one-stop information portal for conducting business in the region;
- Intensify cooperation towards E-government, recognising its potential for efficiency gains, improved public accessibility to government services and to act as a catalyst for the business sector to adopt e-commerce;
- Affirm commitment to the moratorium on the imposition of customs duties on electronic transmissions until the next WTO Ministerial Conference, acknowledge the importance of avoiding unnecessary measures restricting its use and development, and call for establishing an ad hoc analytical task force in the WTO which would examine how WTO rules are relevant to the evolution of electronic commerce;
- Implement the accord to streamline conformance requirements for computers and peripherals and mutual recognition arrangements on telecommunications equipment; and

- Implement the agreement to promote strong management practices for software and other intellectual property assets by users through a program of information and technical cooperation.

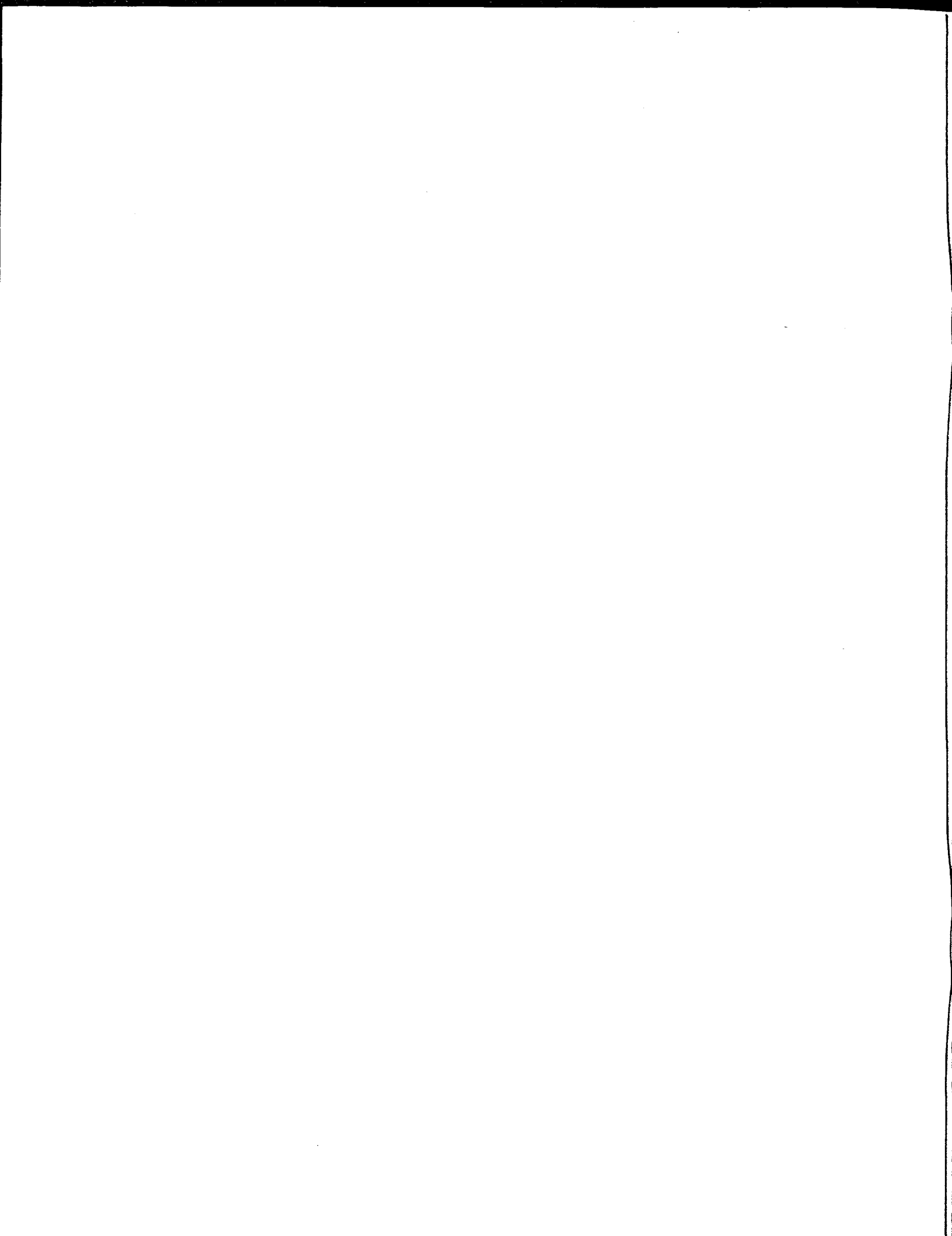
Building human capacity and entrepreneurship development

- Develop a Network of Skills Development Centers from across the Asia-Pacific region, in close collaboration with the private sector, to enhance understanding of training needs and deliver programs that will support the business requirements of local industries;
- Convene a High Level Symposium on E-Commerce and Paperless Trading in 2001 to develop ecotech and capacity building programs;
- Continue working collaboratively in promoting quality education, including basic education, emphasising the use of IT in a learning society, sharing ideas and experiences in facing common challenges and exploiting opportunities presented by the rapid developments of technology, including in the area of distance learning;
- Work towards the creation of an APEC Cyber Education Network, connecting research institutions and teachers' training institutions specialised in utilising ICT in education;
- Mobilise supports for the APEC Youth Internet Volunteers Program in providing training and instructions on the use of Internet for information, research and other educational purposes in digitally-disadvantaged economies;
- Continue addressing lifetime employability through emphasising life-long learning in APEC's education and human resources agenda, in recognition that, in times of rapid technological change, flexible labor markets are essential;
- Strengthen APEC cooperation in science and technology with a view to creating effective domestic innovation systems;
- Promote on an ongoing basis understanding and use of ICT in business, sharing of best practices in e-commerce, identifying of priorities and designing of tailor-made training/consulting programs;
- Encourage cooperation with the Global Business Dialogue on Electronic Commerce (GBDe) and other private sector entities to create a knowledge network as a resource for examining digital opportunities and policy positions.

Importance of knowledge

We welcome the APEC report on the Knowledge-Based Economy which focuses on the issues of business environment, innovation systems, human resource development and information and communication technology as valuable inputs in charting APEC's future work in the new economy and urge Ministers to continue work on preparations of detailed plans for implementation of the recommendations contained in the report.

Fact Sheets

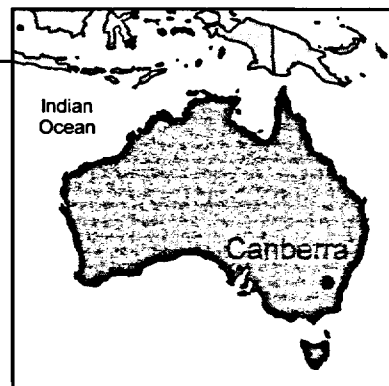


AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area 7,686,850 km ²	Population 19.1 million (2000)
Major language English	Population growth rate 1.02% (2000 est.)
Major religious groups Anglican (26%), Roman Catholic (26%), Protestant (25%)	
Surrounding countries Indonesia, New Zealand, Papua New Guinea	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister for Foreign Affairs Alexander Downer
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister for Trade Mark Vaile
Leaders Governor General Peter Hollingworth Prime Minister John Howard	UN Human Development Index (2001) Australia ranks 2nd among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$395.9 billion US (2000)	Inflation rate 2.1% (2000)
GDP growth rate 3.4% (2000)	Unemployment rate 6.6% (2000)
GDP per capita \$16,240 US (2000)	
Main exports Wheat, barley, beef, lamb, dairy products, wool, coal, iron ore, machinery, transport equipment	
Main imports Fabricated materials, machinery and transport equipment, computers and office equipment, consumer goods, petroleum products	
Main exports to Canada \$1.55 billion (2000), including minerals (mainly alumina and uranium), beef, crude oil, wine	
Main imports from Canada \$1.18 million (2000), including aircraft and parts, telephone equipment, machinery, wood, paper, fertilizer	

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission,
Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australia

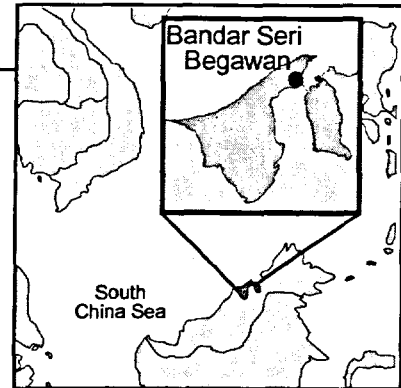
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci-gc.ca/australia

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

Area 5,765 km ²	Population 342,000 (2000)
Major languages Malay, English, Chinese	Population growth rate 2.2% (2000 est.)
Major religious groups Muslim (67%), Buddhist (13%), Christian (10%)	
Surrounding country Malaysia	



POLITICAL DATA

Type of government Monarchy	Minister of Foreign Affairs Prince Mohammed Bolkiah
National legislature Single chamber: Legislative Council; one party	Minister of Industry and Primary Resources Pehin Dato Awang haji Abdul Rahman
Leader Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah	UN Human Development Index (2001) Brunei ranks 32nd among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$4.83 billion US (2000)	Inflation rate 1% (1999)
Real GDP growth rate 3.5% (2000)	Unemployment rate 4.9% (1997)
GDP per capita \$14,123 US (2000)	
Main exports Liquified natural gas, crude petroleum, refined petroleum products	
Main imports Machinery, transport equipment, manufactured goods, food, chemicals	
Main exports to Canada \$1.65 million (2000), including clothing, articles of iron and steel, boilers, machinery and mechanical appliances	
Main imports from Canada \$670,000 (2000), including boilers, machinery and mechanical appliances, edible preparations, fruit and nuts	

Canadian Representative

Neil Reeder, High Commissioner, The Canadian High Commission
5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunei
Phone: (011-673-2) 220-043, Fax: (011-673-2) 220-040, Web site: www.infoexport.gc.ca/bn

September 2001

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9,970,610 km²

Major languages

English and French

Major religious groups

Roman Catholic (45%),
United Church (12%), Anglican (8%)

Surrounding countries

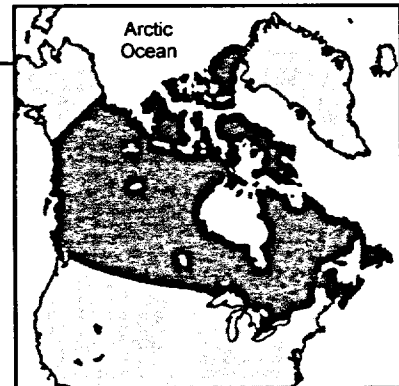
Greenland (Denmark), United States

Population

30.8 million (2000)

Population growth rate

0.7% (2000)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Commons; multiparty

Leaders

Governor General Adrienne Clarkson

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

John Manley

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew

Minister of Finance

Paul Martin

UN Human Development Index (2001)

Canada ranks 3rd among 162 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$686.9 billion US (2000)

Real GDP growth rate

4.7% (2000)

GDP per capita

\$22,336 US (2000)

Main exports

\$417.6 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuel, wood, minerals, aluminum

Main imports

\$363.2 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area

756,626 km²

Major language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (89%),
Protestant (11%)

Surrounding countries

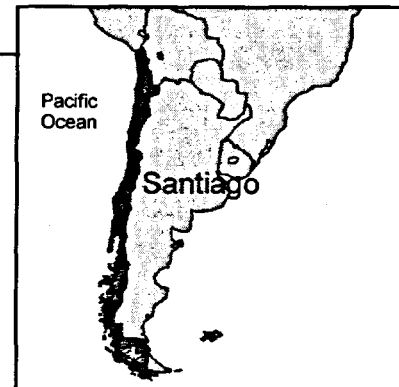
Argentina, Bolivia, Peru

Population

15.2 million (2000 est.)

Population growth rate

1.4% (1990-1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper house: Senate

Lower house: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Ricardo Lagos Escobar

Minister of Foreign Affairs and International Trade

Mariá Soledad Alvear Valenzuela

Minister of the Economy

José de Gregorio Rebeco

UN Human Development Index (2001)

Chile ranks 39th among 162 countries

Canadian official development assistance

3.44 million (1999-2000)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$69 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

5.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$4,424 US (1999)

Main exports

Copper, wood products, fish and fish meal, fruit and nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports

Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$555.4 million (2000), including ore, slag and ash, fruit and nuts, beverages, wood, fish and seafood, inorganic chemicals, rare metals, food waste and animal feed, preserved food, copper and copper articles, cereals

Main imports from Canada

\$445.6 million (2000), including electrical machinery, machinery, cereals, paper and paperboard, mineral fuel and oil, plastic, vehicles, fertilizer, vegetables, iron and steel products

Canadian Representative

Patrick Parisot, Ambassador, The Canadian Embassy

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10) Santiago, Chile

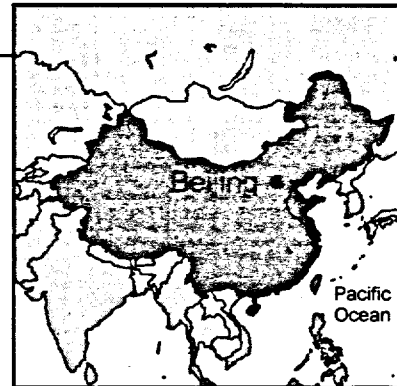
Phone: (011-56-2) 362-9660, Fax: (011-56-2) 362-9664, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/santiago/

CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area 9,596,961 km ²	Population 1.26 billion (2001 est.)
Major language Mandarin	Population growth rate 0.9% (2000 est.)
Major religious groups Taoist, Buddhist, Muslim, Christian	
Surrounding countries Afghanistan, Bhutan, Burma, India, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Laos, Mongolia, Nepal, North Korea, Pakistan, Russia, Tajikistan, Vietnam	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Trade and Economic Co-operation Shi Guangsheng
National legislature Single chamber: National People's Congress; one party	UN Human Development Index (2001) China ranks 87th among 162 countries
Leaders President Jiang Zemin Premier Zhu Rongji	Canadian official development assistance \$47.05 million (bilateral disbursement, 1999-2000)
Minister of Foreign Affairs Tang Jiaxuan	

ECONOMIC DATA

GDP \$991.2 billion US (1999 est.)	Inflation rate -1.3% (1999, year-on-year change)
GDP growth rate 7.1% (1999)	Unemployment rate 3.1% (1999)
GDP per capita \$782 US (1999 est.)	
Main exports Electrical machinery, other machinery, woven apparel, knit apparel, footwear	
Main imports Electrical machinery, other machinery, plastic, mineral fuel, iron and steel	
Main exports to Canada \$11.3 billion (2000), including electrical machinery, toys, games and sports equipment, machinery, footwear, woven apparel	
Main imports from Canada \$3.7 billion (2000), including wood pulp, vehicles (not railway), fertilizer, grain, seed and fruit	

Canadian Representative

Joseph Caron, Ambassador, The Canadian Embassy
19 Dongzhimenwai Dajie, Chaoyang District, Beijing 100600, China
Phone: (011-86-10) 6532-3536, Fax: (011-86-10) 6532-5033, Web site: www.canada.org.cn/

HONG KONG, CHINA

GEODATA

Area

1,097 km²

Major languages

English, Cantonese

Major religious groups

Christian, Buddhist, Confucian, Taoist

Surrounding region

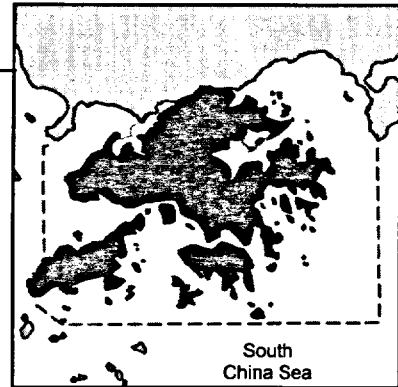
Guangdong province (China)

Population

6.8 million (2000)

Population growth rate

1.35% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China

UN Human Development Index (2001)

The Hong Kong Special Administrative Region ranks 24th among 162 countries

Legislature

Legislative Council

Leaders

President of the People's Republic of China:

Jiang Zemin

Chief Executive of the Hong Kong Special

Administrative Region: Tung Chee-Hwa

ECONOMIC DATA

GDP

\$158.2 billion US (1999 est.)

Inflation rate

-4% (1999)

GDP growth rate

3.1% (1999)

Unemployment rate

6% (1999 est.)

GDP per capita

\$23,100 US (1999 est.)

Main exports

Electrical machinery, machinery, toys and sports equipment, knit apparel, plastic

Main imports

Electrical machinery, machinery, plastic, knit apparel, precious stones and metals, toys and sports equipment

Main exports to Canada

\$1.45 billion (2000), including electrical machinery, apparel, machinery, optical and medical equipment, books, clocks and watches, plastic, toys, games and sports equipment

Main imports from Canada

\$1.5 billion (2000), including electrical machinery, fats and oils, machinery, nickel and nickel articles, paper and paperboard, fish and seafood

Canadian Representative

Anthony Burger, Consul General, Consulate General of Canada

11-14th Floors, Tower I, Exchange Square, Central, Hong Kong

Phone: (011-852) 2847-7562, Fax: (011-852) 2848-7561, Web site: www.hongkong.gc.ca/

September 2001

INDONESIA

Capital: Jakarta

GEODATA

Area

1,948,742 km²

Major language

Bahasa Indonesia (Malay)

Major religious groups

Muslim (88%), Christian (8%),
Hindu (2%)

Surrounding countries

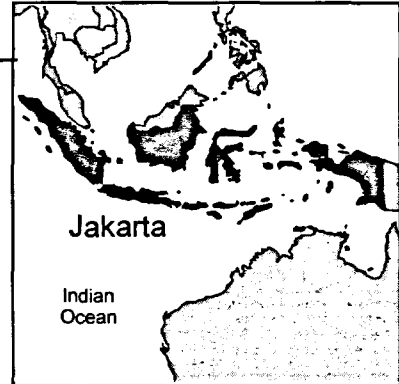
Australia, Brunei, Malaysia, Papua New Guinea, Philippines, Singapore,
Thailand

Population

212.6 million (2000)

Population growth rate

1.63% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President Megawati Soekarnoputri

Minister of Foreign Affairs

Hassan Wirajuda

Minister of Trade and Industry

Rini Ms Soewandi

UN Human Development Index (2001)

Indonesia ranks 102nd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$28 million (2000–2001)

ECONOMIC DATA

GDP

\$148 billion US (2000)

Real GDP growth rate

4.8% (2000)

GDP per capita

\$696 US (2000)

Main exports

Crude oil and products, textiles and garments, wood and wood products, natural gas, rubber and rubber products

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, fuel and lubricants, foodstuffs

Main exports to Canada

\$890.8 million (2000), including clothing, electrical machinery, rubber and rubber articles, footwear, machinery, boilers, mechanical appliances

Main imports from Canada

\$705.1 million (2000), including wood pulp, cereals, vehicles other than railway, fertilizer, organic chemicals

Canadian Representative

Ferry de Kerckhove, Ambassador, The Canadian Embassy

WISMA Metropolitan 1, 5th Floor, Jalan Jendral Sudirman Kav. 29 (P.O. Box 8324/JKS.MP, Jakarta 12084) Jakarta 12920, Indonesia

Phone: (011-62-21) 525-0709, Fax: (011-62-21) 571-2251, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/jakarta

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

Area

377,835 km²

Major language

Japanese

Major religious groups

Shinto and Buddhist (84%); Soka Gaki and Christian (16%)

Surrounding countries

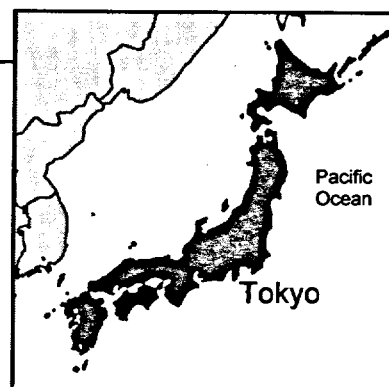
China, North Korea, Republic of Korea, Russia

Population

126.9 million (2000 est.)

Population growth rate

0.2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: House of Councillors

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Emperor Akihito

Prime Minister Junichiro Koizumi

Minister of Foreign Affairs

Makiko Tanaka

Minister of Finance

Masajuro Shiokawa

Minister of Economy, Trade and Industry

Takeo Hiranuma

UN Human Development Index (2001)

Japan ranks 9th among 162 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$4.61 trillion US (2000)

Real GDP growth rate

1.7% (2000)

GDP per capita

\$37,748 US (2000)

Main exports

Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports

Mineral fuel, foodstuff, raw materials, machinery, metallic ore

Main exports to Canada

\$16.6 billion (2000), including motor vehicles and parts, machinery, electrical machinery, medical equipment, toys and sports equipment, aircraft/spacecraft

Main imports from Canada

\$9 billion (2000), including lumber and plywood, coal and mineral fuel, oilseeds and cereal, pulp and paper, meat, fish and seafood

Canadian Representative

Robert G. Wright, Ambassador, The Canadian Embassy

7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200, Fax: (011-81-3) 5412-6247, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Major languages

Malay, English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Major religious groups

Muslim (58%); Buddhist and Taoist (26%); Christian (9%); Hindu (7%)

Surrounding countries

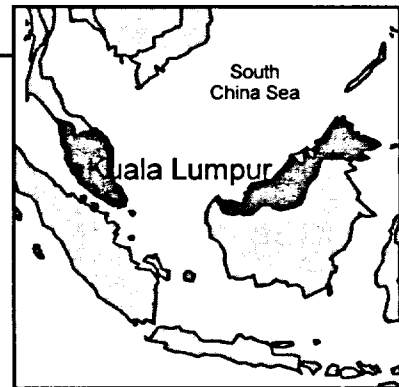
Brunei, Indonesia, Singapore, Thailand, Vietnam

Population

23.3 million (2000)

Population growth rate

2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders

Sovereign: The Yang di-Pertuan Agong XI
Prime Minister Mahathir bin Mohamad

Minister of Foreign Affairs

Hamid Albar

Minister of International Trade and Industry

Rafidah Aziz

UN Human Development Index (2001)

Malaysia ranks 56th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$3.3 million (1999–2000)

ECONOMIC DATA

GDP

\$89.3 billion US (2000)

Real GDP growth rate

8.5% (2000)

GDP per capita

\$3,833 US (2000)

Main exports

Electronics, electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, food, fuel and lubricants

Main exports to Canada

\$2.49 billion (2000), including electrical machinery and parts, other machinery, boilers, mechanical appliances, rubber and rubber articles, furniture, bedding, mattresses, knitted and crocheted clothing

Main imports from Canada

\$406.2 million (2000), including fertilizer, cereal, electrical machinery, paper and paperboard, oil seed, oleaginous fruit, grain and seed

Inflation rate

1.5% (2000)

Unemployment rate

3.1% (2000)

Canadian Representative

Jean McCloskey, High Commissioner, The Canadian High Commission
Plaza OSK, 7th Floor, 172 Jalan Ampang (P.O. Box 10990) 50732 Kuala Lumpur, Malaysia
Phone: (011-60-3) 2718-3350, Fax: (011-60-3) 2718-3391, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/kualalumpur

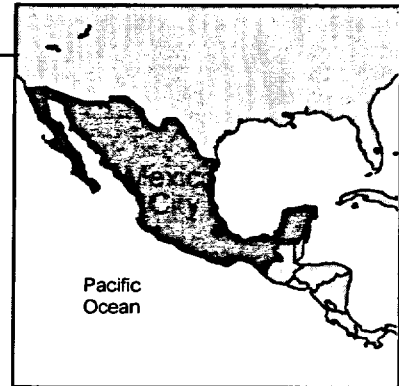
September 2001

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area 1,972,550 km ²	Population 97.4 million (2000)
Major language Spanish	Population growth rate 1.8% (1999)
Major religious groups Roman Catholic (89%), Protestant (6%)	
Surrounding countries Belize, Guatemala, United States	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs Jorge G. Castañeda
National Legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: Chamber of Deputies	Minister of the Economy Luís Ernesto Derbez
Leader President Vicente Fox Quesada	UN Human Development Index (2001) Mexico ranks 51st among 162 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP \$578.6 billion US (2000)	Inflation rate 8.96% (2000 est.)
Real GDP growth rate 7.1% (2000)	Unemployment rate 2.3% (2000 official rate)
GDP per capita \$5,853 US (2000)	
Main exports Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products	
Main imports Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products	
Main exports to Canada \$12.08 billion (2000), including electrical machinery, vehicles, machinery, furniture and bedding, mineral fuel and oil, optical and medical instruments, iron and steel products, vegetables, woven apparel, fruit and nuts	
Main imports from Canada \$2.04 billion (2000), including vehicles, grain, seed and fruit, cereal, machinery, meat, electrical machinery, aluminum, chemical products, paper and paperboard, wood pulp	

Canadian Representative

Keith Christie, Ambassador, The Canadian Embassy
Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque) Colonia Polanco 11560, México, D.F.
Phone: (011-52-5) 724-7900, Fax: (011-52-5) 724-7980, Web site: www.canada.org.mx/

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area

270,534 km²

Major languages

English, Maori

Major religious groups

Anglican (29%), Presbyterian (18%),
Roman Catholic (15%)

Surrounding country

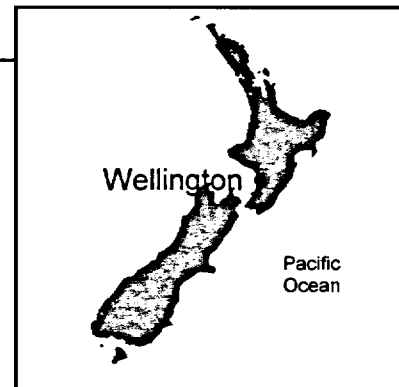
Australia

Population

3.8 million (2000 est.)

Population growth rate

1.2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Michael Hardie Boys

Prime Minister Helen Clark

Minister of Foreign Affairs and Trade

Phil Goff

UN Human Development Index (2001)

New Zealand ranks 19th among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$50.1 billion US (2000)

GDP growth rate

4.2% (2000 est.)

GDP per capita

\$14,376 US (2000)

Main exports

Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, manufactured goods

Main imports

Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, animal and vegetable oils

Main exports to Canada

\$519 million (2000), including aircraft, meat, dairy products, eggs, honey, edible fruit and nuts, tools, base metal cutlery

Main imports from Canada

\$191 million (2000), including fertilizer, wood, electrical machinery, meat, machinery

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon, Wellington, New Zealand

Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area

462,840 km²

Major languages

English, pidgin English, Motu

Major religious groups

Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%)

Surrounding country

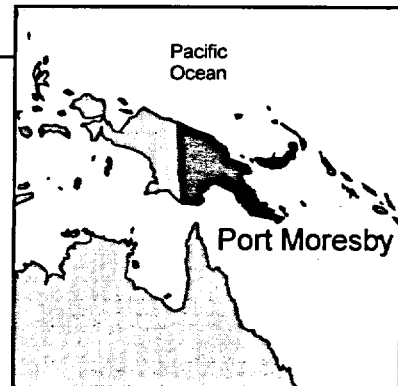
Indonesia

Population

5.1 million (2001 est.)

Population growth rate

2.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Single chamber: National Parliament; multiparty

Leaders

Governor General Silas Atopare

Prime Minister Mekere Morauta

Minister for Foreign Affairs

John Pundari

UN Human Development Index (2001)

Papua New Guinea ranks 122nd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$930,000 (1999-2000)

ECONOMIC DATA

GDP

\$5 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

3.9% (1999 est.)

GDP per capita

\$946 US (2000 est.)

Main exports

Crude oil, gold, copper, coffee, palm oil, forest products, copra oil, cocoa, copra

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, live animals, mineral fuel and lubricants, chemicals

Main exports to Canada

\$500,000 (2000), including spices, coffee, tea, electrical machinery, fish and seafood, art and antiques, aircraft

Main imports from Canada

\$2.4 million (2000), including machinery, cardboard boxes, electrical machinery, tools, base metal cutlery, meat

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Papua New Guinea
c/o The Canadian High Commission, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

PERU

Capital: Lima

GEODATA

Area

1,285,215 km²

Population

25.7 million (2000 est.)

Major languages

Spanish, Quechua, Aymará

Population growth rate

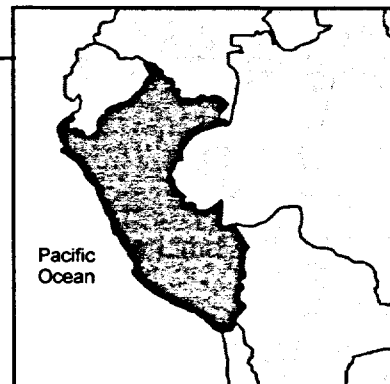
1.6% (1999 est.)

Major religious group

Roman Catholic (90%)

Surrounding countries

Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of the Economy and Finance

Pedro Pablo Kuczynski

National legislature

Single chamber: Democratic Constituent Congress; multiparty

Minister of Industry, Tourism, Integration and International Trade

Raul Diez Canseco

Leader

President Alejandro Toledo Manrique

UN Human Development Index (2001)

Peru ranks 73rd among 162 countries

Minister of Foreign Affairs

Diego García-Sayán Larrabure

Canadian official development assistance

\$17 million (1999–2000)

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$54 billion US (2000 est.)

Inflation rate

3.8% (2000 est.)

GDP growth rate

3.5% (2000 est.)

Unemployment rate

7.2% (1999)

GDP per capita

\$2,070 US (1999 est.)

Main exports

Copper, zinc, fishmeal, crude petroleum and byproducts, lead, refined silver, coffee

Main imports

Machinery, transportation equipment, foodstuffs, petroleum, iron and steel, chemicals

Main exports to Canada

\$188.8 million (2000), including ores (lead and zinc), animal feed, coffee, fats and oils, vegetables, knit apparel, tin and tin articles, wood, fruit and nuts

Main imports from Canada

\$204.6 million (2000), including wheat, machinery, leguminous vegetables, iron and steel products, copper ore, electrical machinery, plastic, vehicles, meat

Canadian Representative

Hugues Rousseau, Ambassador, The Canadian Embassy

Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Peru

Phone: (011-51-14) 44 40 15, Fax: (011-51-14) 44 43 47, Web site: www.infoexport.gc.ca/pe/

PHILIPPINES

Capital: Manila

GEODATA

Area

300,439 km²

Major languages

Tagalog, English, Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (83%),
Protestant (9%), Muslim (5%)

Surrounding countries

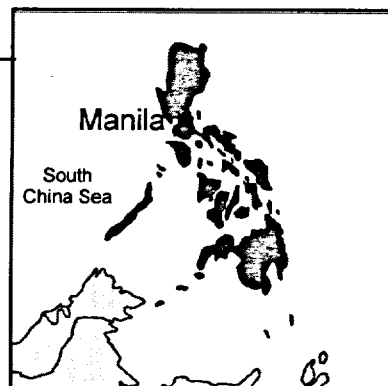
Indonesia, Malaysia, Chinese Taipei

Population

78.4 million (2000)

Population growth rate

2.07% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President Gloria Macapagal-Aroyo

Secretary of Foreign Affairs

Teofisto T. Guingona, Jr.

Secretary of Trade and Industry

Manuel A. Roxas II

Secretary of Finance

Alberto G. Romulo

UN Human Development Index (2001)

The Philippines ranks 70th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$24.03 million (1999–2000)

ECONOMIC DATA

GDP

\$75.2 billion US (2000)

Real GDP growth rate

3.9% (2000)

GDP per capita

\$959 US (2000)

Main exports

Electrical and electronic equipment and parts, machinery and transportation equipment, textiles

Main imports

Cereals, ores, metal articles, electrical machinery

Main exports to Canada

\$1.4 billion (2000), including electrical machinery and parts, mechanical machinery and parts, clothing and accessories, optical equipment, clocks and watches and parts

Main imports from Canada

\$387 million (2000), including cereals, electrical machinery and parts, ores, slag and ash, wood, boilers, mechanical machinery and parts

Canadian Representative

Robert Collette, Ambassador, The Canadian Embassy

9th and 11th floors, Allied Bank Centre, 6754 Ayala Avenue

(P.O. Box 2168, Makati Central Post Office, 1299 Makati) Makati City, Metro Manila, Philippines

Phone: (011-63-2) 867-0001, Fax: (011-63-2) 810-8839, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/manila

REPUBLIC OF KOREA

Capital: Seoul

GEODATA

Area

98,480 km²

Major language

Korean

Major religious groups

Christian (49%), Buddhist (47%),
Confucian (3%)

Surrounding countries

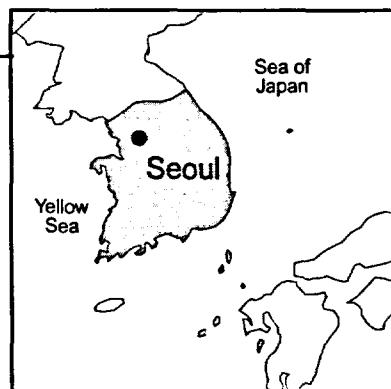
North Korea, Japan

Population

47.7 million (2001 est.)

Population growth rate

0.85% (2001)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders

President Kim Dae-jung

Prime Minister Lee Han-dong

Minister of Foreign Affairs and Trade

Han Seung-soo

Minister of Commerce, Industry and Energy

Chang Che-shik

UN Human Development Index (2001)

The Republic of Korea ranks 27th among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$457.4 billion US (2000)

GDP growth rate

8.8% (2000)

GDP per capita

\$10,550 US (2000)

Main exports

Integrated circuits, automobiles, automatic data processing parts and machinery, oil (not crude), ships

Main imports

Integrated circuits, natural gas, oil (not crude), automatic data processing machinery and parts

Main exports to Canada

\$5.4 billion (2000), including integrated circuits, automobiles, data processing machinery, light vessels, transmission apparatus

Main imports from Canada

\$2.2 billion (2000), including wood pulp, coal, unwrought aluminum, vehicle gear boxes, ethylene glycol

Inflation rate

4.7% (August 2001)

Unemployment rate

3.7% (July 2001; seasonally adjusted)

Canadian Representative

Denis Comeau, Ambassador, The Canadian Embassy

10th Floor, Kolon Building, 45 Mugyo-Dong, Jung-Ku, Seoul 100-170, Republic of Korea

Phone: (011-82-2) 3455-6000, Fax: (011-82-2) 755-0686, Web site: www.korea.gc.ca

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

Area

17,075,200 km²

Major language

Russian

Major religious groups

Russian Orthodox, Muslim, Jewish, Buddhist

Surrounding countries

Azerbaijan, Belarus, China, Estonia, Finland, Georgia, Japan, Kazakhstan, Latvia, Mongolia, North Korea, Norway, Poland, Ukraine

Population

144.8 million (January 2001)

Population growth rate

-0.4% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Federation Council

Lower chamber: State Duma; multiparty

Leaders

President Vladimir Putin

Prime Minister Mikhail Kasyanov

Minister of Foreign Affairs

Igor Ivanov

Minister of Finance and Deputy Prime Minister

Alexei Kudrin

Minister of Economic Development and Trade

German Gref

UN Human Development Index (2001)

Russia ranks 55th among 162 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$246.7 billion US (2000)

Real GDP growth rate

8.3% (2000)

GDP per capita

\$1,672 US (2000)

Main exports

Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals

Main imports

Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products

Main exports to Canada

\$666 million (2000), including crude oil, iron and steel, base metals, fish and seafood, precious metals

Main imports from Canada

\$200 million (2000), including oil and gas equipment, vinyl building products, tobacco, pork products

Canadian Representative

Rodney Irwin, Ambassador, The Canadian Embassy
Starokonyushenny Pereulok 23, Moscow 12100, Russia

Phone: (011-7-095) 956-6666, Fax: (011-7-095) 232-9948, Web site: www.infoexport.gc.ca/ru

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area

647.5 km²

Major languages

English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups

Buddhist (31%), Taoist (22%),
Muslim (15%), Christian (12%),
Hindu (4%)

Surrounding countries

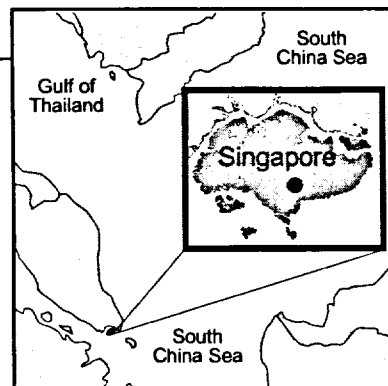
Indonesia, Malaysia

Population

4 million (2000)

Population growth rate

3.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leaders

President Sellapan Rama Nathan
Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs

Shanmugam Jayakumar

Minister for Trade and Industry

George Yon-Boon Yeo

UN Human Development Index (2001)

Singapore ranks 26th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.6 million (1999–2000)

ECONOMIC DATA

GDP

\$94.3 billion US (2000)

Real GDP growth rate

9.9% (2000)

GDP per capita

\$23,575 US (2000)

Main exports

Machinery and equipment, petroleum products, rubber, manufactured goods, processed foods, coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, mineral fuel, chemicals, manufactured goods, food

Main exports to Canada

\$1.4 billion (2000), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, organic chemicals, optical instruments and equipment, mineral fuel and oils

Main imports from Canada

\$368 million (2000), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, nickel, paper and paperboard, organic chemicals

Canadian Representative

Doreen Steidle, High Commissioner, The Canadian High Commission
80 Anson Road, #14-00, Singapore 079907, Singapore

Phone: (011-65) 325-3200, Fax: (011-65) 325-3294, Web site: www.infoexport.gc.ca/sg

September 2001

CHINESE TAIPEI

Capital: Taipei

GEODATA

Area

36,000 km²

Major languages

Mandarin, Fukienese

Major religious groups

Taoist, Buddhist, and Confucian (93%); Christian (4.5%)

Surrounding countries

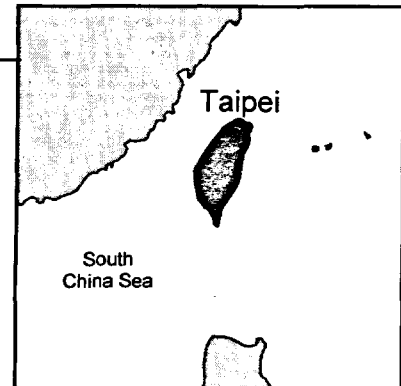
China, Philippines

Population

22.1 million (1999)

Population growth rate

0.8% (2000 est.)



POLITICAL DATA

UN Human Development Index (2001)

Not listed

ECONOMIC DATA

GDP

\$288.6 billion US (1999)

GDP growth rate

5.7% (1999)

GDP per capita

\$13,100 US (1999)

Main exports

Machinery, textiles, metals, foodstuffs, wood

Main imports

Machinery, metals, chemicals, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$4.5 billion (1999), including machinery, electrical machinery, iron and steel products, vehicles (not railway), furniture and bedding

Main imports from Canada

\$1.14 billion (1999), including wood pulp, electrical machinery, organic chemicals, mineral fuel, wood

Inflation rate

0.2% (1999)

Unemployment rate

2.9% (1999)

Canadian Trade Office

Ted Lipman, Director, Canadian Trade Office, Chinese Taipei

365 Fu Hsing North Road, 13th Floor, Taipei 10483, Chinese Taipei

Phone: (011-886-2) 2544-3000, Fax: (011-886-2) 2544-3597, Web site: www.canada.org.tw/

THAILAND

Capital: Bangkok

GEODATA

Area

513,115 km²

Major languages

Thai, Chinese

Major religious group

Buddhist (95%)

Surrounding countries

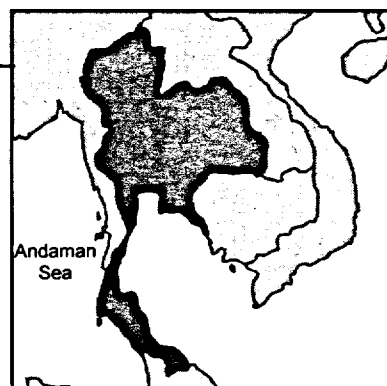
Cambodia, Laos, Malaysia, Burma

Population

62.3 million (2000)

Population growth rate

0.93% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

King Bhumibol Adulyadej (Rama IX)

Prime Minister Thaksin Shinawatra

Minister of Foreign Affairs

Surikiat Sathirathai

Minister of Commerce

Adisai Bodharamik

UN Human Development Index (2001)

Thailand ranks 66th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$3 million (1999–2000, bilateral disbursement)

ECONOMIC DATA

GDP

\$119.2 billion US (2000)

Real GDP growth rate

4.3% (2000)

GDP per capita

\$1,913 US (2000)

Main exports

Textiles and garments, computers and parts, electrical appliances, rice

Main imports

Electrical and other machinery, fuel and lubricants, vehicles and parts

Main exports to Canada

\$1.67 billion (2000), including electrical machinery, boilers, mechanical machinery, fish and crustaceans, clothing, meat preparations

Main imports from Canada

\$370.4 million (2000), including wood pulp, cereals, fertilizer, fish and crustaceans, salt, sulphur

Inflation rate

1.6% (2000)

Unemployment rate

3.6% (2000)

Canadian Representative

Andrew McAlister, Ambassador-Designate, The Canadian Embassy

15th Floor, Abdulrahim Place, 990 Rama IV Road, Bangrak, Bangkok 10500, Thailand

Phone: (011-66-2) 636-0540, Fax: (011-66-2) 636-0565, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok

September 2001

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area

9,629,091 km²

Major languages

English, Spanish

Major religious groups

Protestant (56%),

Roman Catholic (28%), Jewish (2%)

Surrounding countries

Canada, Mexico

Population

283.8 million (March 2001 est.)

Population growth rate

0.9% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President George W. Bush

Secretary of State

Colin L. Powell

Secretary of the Treasury

Paul H. O'Neill

UN Human Development Index (2001)

The United States ranks 6th among 162 countries

ECONOMIC DATA

Real GDP

\$9.32 trillion US (1999)

Real GDP growth rate

5% (2000)

GDP per capita

\$34,000 US (2000)

Main exports

Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, agricultural products, military supplies

Main imports

Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizer, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, raw materials

Main exports to Canada

Goods: \$180 billion (2000), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products

Services: \$27 billion (2000)

Main imports from Canada

Goods: \$242 billion (2000), including motor vehicles and parts, softwood lumber, crude petroleum, natural gas, newsprint

Services: \$22 billion (2000)

Canadian Representative

Michael Kergin, Ambassador, The Canadian Embassy

501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C. 20001, U.S.A.

Phone: (202) 682-1740, Fax: (202) 682-7726, Web site: canadianembassy.org

VIETNAM

Capital: Hanoi

GEODATA

Area

331,700 km²

Major language

Vietnamese

Major religious groups

Buddhist, Taoist, Christian, indigenous beliefs, Muslim, Cao Dai, Hoa Hao

Surrounding countries

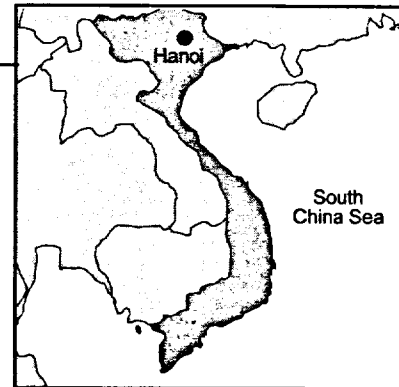
Cambodia, China, Laos

Population

77.5 million (2000)

Population growth rate

1.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Commerce

Vu Khoan

National legislature

Single chamber: National Assembly

UN Human Development Index (2001)

Vietnam ranks 101st among 162 countries

Leaders

President Tran Duc Luong

Prime Minister Phan Van Khai

Minister of Foreign Affairs

Nguyen Dy Nien

ECONOMIC DATA

GDP

\$31.3 billion US (2000)

Inflation rate

-1.6% (2000)

Real GDP growth rate

6.7% (2000)

Unemployment rate

Not available

GDP per capita

\$404 US (2000)

Main exports

Crude oil, marine products, rice, coffee, rubber, tea, garments, shoes

Main imports

Machinery and equipment, petroleum products, fertilizer, steel products, raw cotton, grain, cement, motorcycles

Main exports to Canada

\$211.1 million (2000), including footwear, clothing, coffee, tea, maté and spices, fish and seafood, leather articles

Main imports from Canada

\$50.7 million (2000), including fertilizer, optical and photo equipment, manufactured staple fibres, wood pulp, fats and oils

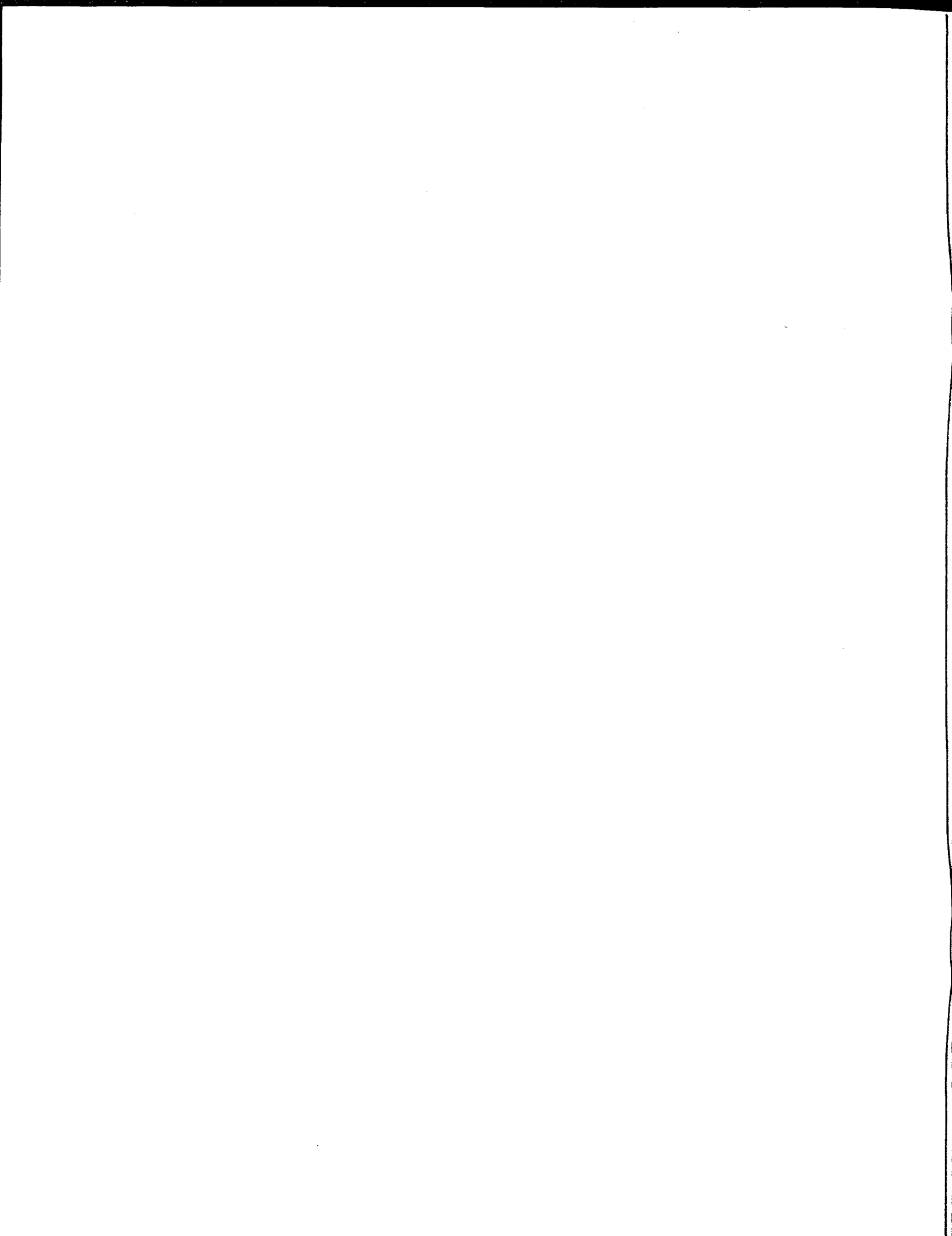
Canadian Representative

Cécile Latour, Ambassador, The Canadian Embassy

31 Hung Vuong Street, Hanoi, Vietnam

Phone: (011 84 4) 823-5500, Fax: (011 84 4) 823-5351, Web site: www.infoexport.gc.ca/vn

September 2001



1914-1915

1916-1917

1918-1919

1920-1921

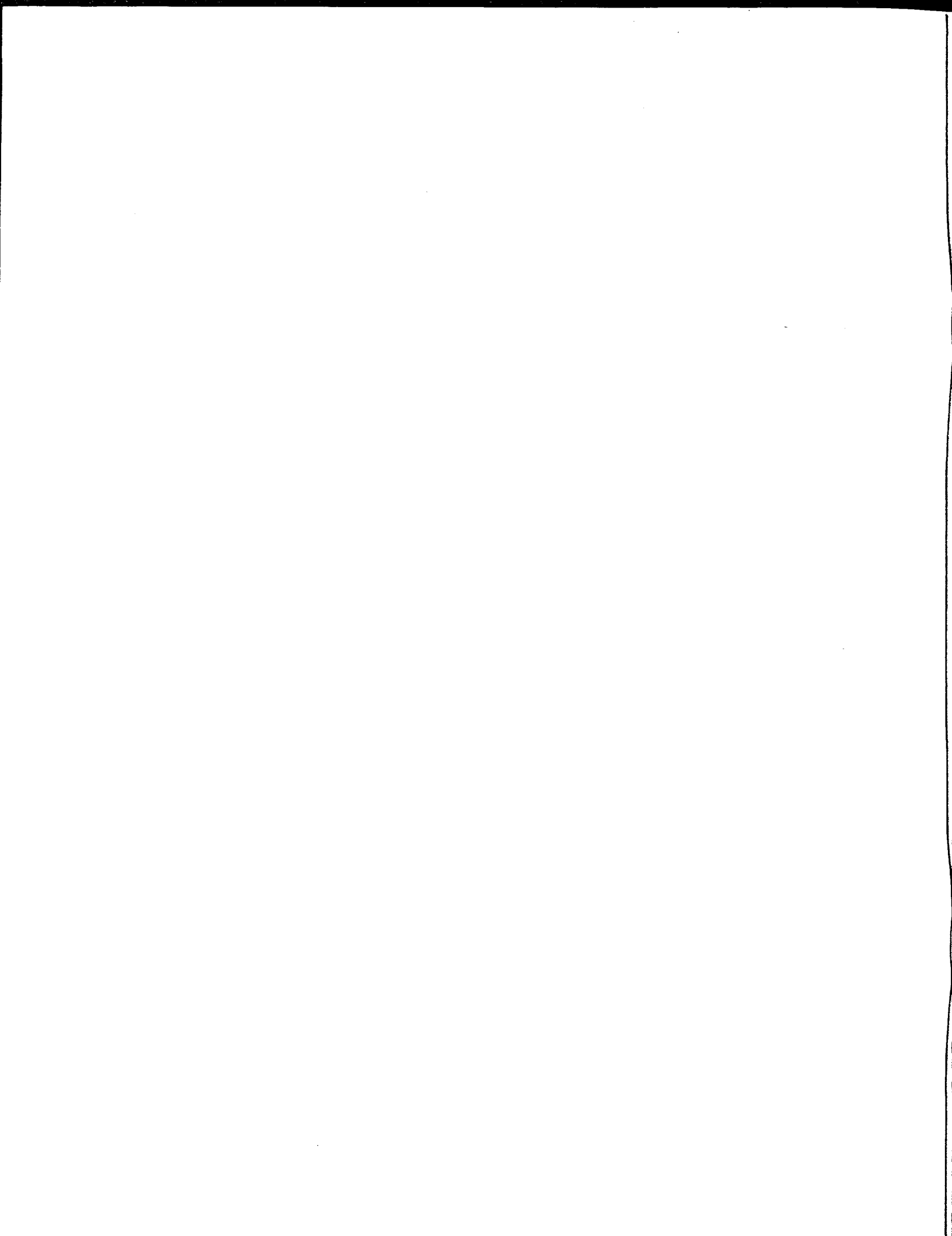
1922-1923

1924-1925

Biographies

1926-1927

1928-1929



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and in November 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

Pierre Pettigrew

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew was born in Quebec City on April 18, 1951. He received a bachelor's degree in philosophy from the Trois-Rivières campus of the University of Quebec in 1972 and a master's degree in international relations from Oxford University in 1976.

Mr. Pettigrew served as director of the NATO Assembly's Political Committee in Brussels from 1976 to 1978. He was executive assistant to the Leader of the Quebec Liberal Party from 1978 to 1981 and was foreign policy adviser to the Prime Minister from 1981 to 1984.

Mr. Pettigrew was a vice-president of Samson Belair Deloitte and Touche International, Montreal, from 1985 to 1995, where he conducted economic studies on the impact of globalization on various industrial sectors. In 1994, he co-chaired the First National Forum on Canada's International Relations.

The member of Parliament for the Quebec riding of Papineau–Saint-Denis, Mr. Pettigrew won a seat in the House of Commons in 1996, 1997 and November 2000.

In 1996, Mr. Pettigrew was appointed to the federal Liberal cabinet as Minister for International Cooperation and Minister responsible for Francophonie. He then served as Minister of Human Resources Development.

Mr. Pettigrew was appointed Minister for International Trade in 1999.

Rey Pagtakhan

Secretary of State (Asia–Pacific)

Rey Pagtakhan was born on Jan. 7, 1935, in Manila, the Philippines. He graduated from the University of the Philippines and completed postgraduate studies at the University of Manitoba and at the Washington University Medical Center.

A physician, professor of pediatrics, and lung disease specialist, he is a former director of the Manitoba Cystic Fibrosis Centre and president of the Manitoba Pediatric Society.

A past president of the United Council of Filipino Associations in Canada, Mr. Pagtakhan has also been vice-president and chair of the board of directors of the Canadian Ethnocultural Council.

Mr. Pagtakhan was first elected to the House of Commons in 1988 as the Liberal Party of Canada candidate for the Manitoba riding of Winnipeg North–St. Paul. He was re-elected in 1993, 1997 and 2000.

From 1996 to 1998, Mr. Pagtakhan served as Parliamentary Secretary to the Prime Minister.

On Jan. 9, 2001, Mr. Pagtakhan was appointed Secretary of State (Asia–Pacific).

Mr. Pagtakhan and his wife, Gloria, have four children.

Notes